



Marché pétrolier
**L'ACCORD D'ALGER,
UN TOURNANT HISTORIQUE**

En visite de travail de trois jours en Algérie à l'occasion du 10^e anniversaire de l'Accord d'Alger, le secrétaire général de l'OPEP, Haitham Al Ghais, a été reçu hier par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune. La visite d'Al Ghais constitue ainsi un nouveau témoignage de l'importance accordée au rôle de l'Algérie dans les mécanismes de coopération au sein de l'OPEP et de l'OPEP+. P 2



Consultations politiques algéro-espagnoles
ALGER ET MADRID VEULENT DONNER UN NOUVEL ÉLAN AU PARTENARIAT P 2



Mohamed Bouslimani, ministre de la Communication :
**« LES MÉDIAS, TRAIT D'UNION
ENTRE ÉLECTEURS ET CANDIDATS »**

Lors d'une rencontre organisée hier en partenariat avec l'ANIE, le ministre de la Communication, Mohamed Bouslimani, a appelé les médias publics et privés à assurer une couverture professionnelle, impartiale et responsable du scrutin. Il a également souligné leur rôle de « trait d'union » entre les électeurs et les candidats, au service d'une information fiable et transparente. P 3



Consultations politiques algéro-espagnoles Alger et Madrid veulent donner un nouvel élan au partenariat

Le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, Lounès Magramane, a coprésidé hier à Madrid, avec son homologue espagnol, le secrétaire d'État aux Affaires étrangères et internationales, Diego Martínez Bello, les travaux d'une nouvelle session des consultations politiques algéro-espagnoles. Selon un communiqué du ministère des Affaires étrangères, cette rencontre a permis de passer en revue l'état des relations bilatérales dans différents domaines. Les deux parties ont notamment examiné les préparatifs de la huitième réunion de haut niveau algéro-espagnole, prévue prochainement à Madrid. Ce rendez-vous bilatéral sera l'occasion d'évaluer les différents volets de la coopération entre les deux pays et de dégager de nouvelles perspectives pour approfondir et élargir le partenariat algéro-espagnol dans plusieurs domaines. Les discussions ont également porté sur les projets d'accords bilatéraux et de mémorandums d'entente actuellement à l'étude, dont certains devraient être signés à l'occasion de cette réunion de haut niveau, précise le communiqué. Sur le plan économique, les deux parties ont salué le niveau des échanges commerciaux entre l'Algérie et l'Espagne. Elles ont également insisté sur l'importance de promouvoir l'investissement productif en Algérie, au regard des opportunités offertes dans le pays et des avantages prévus par la nouvelle loi sur l'investissement au profit des entreprises étrangères. Les consultations ont, par ailleurs, permis d'aborder la coopération entre l'Algérie et l'Union européenne, ainsi que plusieurs questions internationales et régionales d'intérêt commun. Les deux parties ont échangé leurs points de vue sur les développements au Moyen-Orient, notamment les derniers développements liés à la question palestinienne et à la question du Sahara occidental. Les discussions ont également porté sur la situation dans la région du Sahel et en Libye, ainsi que sur le partenariat euro-méditerranéen, conclut le communiqué.

R. N.

MARCHÉ PÉTROLIER

L'Accord d'Alger, un tournant historique

En visite de travail de trois jours en Algérie, à l'occasion de la célébration du 10e anniversaire de l'Accord d'Alger, le secrétaire général de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), Haitham Al Ghais, et la délégation qui l'accompagne ont été reçus hier, hier, par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, en présence du ministre d'État chargé de l'Inspection générale des services de l'État et des Collectivités locales, Brahim Merad, et du ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab.

PAR MAHDI B.

Haitham Al Ghais a salué le rôle de l'Algérie et son engagement en faveur du renforcement du dialogue et de la stabilité des marchés pétroliers mondiaux, exprimant ses vifs remerciements au président de la République pour ses orientations et son soutien constant à l'Organisation. Dans une déclaration à l'issue de son audience avec le président de la République, le secrétaire général de l'OPEP a indiqué : « C'est pour moi un grand plaisir d'être aujourd'hui en Algérie avec vous tous pour commémorer le dixième anniversaire de l'Accord d'Alger. Au-delà de la commémoration de cet événement important, cette journée constitue également une occasion de saluer le rôle de l'Algérie ainsi que son soutien constant et indéfectible à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole. » Haitham Al Ghais a adressé ses « sincères remerciements » au président de la République pour « son leadership, son soutien et ses orientations judicieuses qui nous permettent d'accomplir notre mission au sein de l'OPEP », ainsi qu'au gouvernement algérien pour « son engagement constant en faveur du dialogue et de la stabilité des marchés pétroliers mondiaux ». Il a également exprimé sa « profonde gratitude, ses remercie-

ments et son estime à l'Algérie, à ses dirigeants et à son peuple », pour l'avoir invité à prendre part à la commémoration de cet anniversaire particulier et de cet événement important. « L'Accord d'Alger nous rappelle que, même dans les périodes les plus difficiles, la coopération reste possible. Tel est l'héritage que nous devons tous garder à l'esprit à l'occasion de ce dixième anniversaire de l'Accord d'Alger », a-t-il déclaré. Pour lui, l'Accord d'Alger demeure « une leçon de l'histoire », soulignant que « la stabilité du marché ne se construit pas uniquement à travers des déclarations, mais également grâce à la confiance, aux mécanismes mis en place et à la volonté des États de se rassembler lorsque les circonstances deviennent difficiles ». D'autre part, le secrétaire général de l'OPEP a expliqué que « l'investissement, la sécurité des approvisionnements et la stabilité économique sont des éléments étroitement liés à la stabilité résultant de l'accord OPEP+ », ajoutant que « le besoin de dialogue n'a pas diminué, mais est devenu plus important que jamais ». Haitham Al Ghais a également adressé ses remerciements au ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, pour « son soutien et son rôle éminent dans la conduite des travaux de l'Organisation des pays exporta-



teurs de pétrole ». La visite en Algérie du secrétaire général de l'OPEP, le Koweïtien Haitham Al Ghais, à l'invitation du ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, s'inscrit dans le cadre du renforcement des relations entre les deux parties. Auparavant, dimanche, le secrétaire général de l'OPEP avait été reçu par Mohamed Arkab au sein de son département ministériel. Les entretiens ont notamment porté, selon un communiqué du ministère des Hydrocarbures, sur « les évolutions du marché pétrolier mondial et ses perspectives, ainsi que sur les principaux défis auxquels est confrontée l'industrie pétrolière mondiale ». Les deux parties ont également examiné « les questions liées à la coopération et à la coordination entre les pays participant à la Déclaration de coopération, dans le cadre du mécanisme OPEP+, ainsi que les perspectives de cette coopération », précise le ministère. Mohamed Arkab a réaffir-

mé, à cette occasion, « l'attachement de l'Algérie aux principes du dialogue, de la concertation, de la responsabilité collective et de la recherche du consensus qui fondent les travaux de l'OPEP et la coopération entre les pays participant à l'OPEP+ ». Les entretiens ont également porté sur « le fonctionnement et la gouvernance de l'OPEP, ainsi que sur ses priorités, outre les moyens de renforcer l'efficacité de l'Organisation face aux transformations que connaît le marché mondial de l'énergie ». Cette rencontre a surtout été l'occasion de marquer le 10e anniversaire de l'« Accord d'Alger », un accord consensuel conclu au sein de l'Organisation le 28 septembre 2016. Cet accord historique a constitué une étape marquante et « décisive dans le renforcement de la coopération entre les États membres de l'OPEP et les pays producteurs non membres de l'Organisation », indique le département de Mohamed Arkab. ■

APRÈS LA SÉCURITÉ ET L'ÉNERGIE

Alger et Washington élargissent leur partenariat

PAR NASSIM TERKI

Les relations entre l'Algérie et les États-Unis connaissent une évolution qui dépasse progressivement leurs cadres traditionnels. Longtemps structurée autour des questions de sécurité, de lutte contre le terrorisme et de coopération énergétique, la relation bilatérale s'ouvre désormais à de nouveaux secteurs, notamment le commerce, l'investissement, l'agriculture, les technologies, l'éducation et la culture. Les activités et les communications de l'ambassade américaine à Alger illustrent cette diversification. Le commerce y occupe une place de plus en plus visible, aux côtés des questions énergétiques et sécuritaires. Cette orientation s'inscrit dans une relation diplomatique que la représentation américaine présente comme ancienne de près de deux siècles et demi. La dynamique actuelle se traduit également par l'intensification des contacts économiques. En mai dernier,

une délégation du Conseil du renouveau économique algérien (CREA) a rencontré des représentants de plusieurs États américains ainsi que l'équipe du gouverneur du Mississippi. Cet État dispose notamment de capacités de production dans le maïs, la canne à sucre, le soja, le blé et le coton. Selon le chargé d'affaires de l'ambassade des États-Unis en Algérie, Mark Shapiro, les perspectives de coopération concernent désormais plusieurs secteurs : transports, chemins de fer, télécommunications, aviation, ressources hydriques, technologies environnementales, énergies renouvelables, défense, agriculture, agro-industrie, logistique, industrie manufacturière et mines. Cette diversification s'appuie également sur une présence économique américaine déjà significative. Plus de 120 entreprises américaines sont actuellement actives en Algérie, tandis que d'autres étudient de nouvelles possibilités d'investissement. L'agriculture occupe une place

particulière dans cette évolution. L'ouverture du marché algérien aux vaches laitières américaines et aux matériaux génétiques bovins est présentée comme une nouvelle étape du partenariat agricole. Le projet d'acheminement d'environ 30 000 vaches américaines pour contribuer au projet « Baladna », développé avec le Qatar près d'Adrar, constitue à ce titre l'un des projets les plus significatifs. Les échanges concernent également le soja américain, utilisé en Algérie pour la production d'aliments destinés à l'aviculture et à l'élevage. D'autres opportunités sont identifiées dans les équipements et technologies agricoles, notamment les systèmes d'irrigation par pivot, les solutions d'agriculture intelligente reposant sur l'intelligence artificielle, ainsi que les techniques de stockage et les chaînes du froid. La dimension culturelle et éducative prend, elle aussi, une place croissante, notamment à travers l'intérêt américain pour le développement de l'apprentissage

de l'anglais en Algérie. Pour le professeur El Aid Zeghlami, professeur en sciences de l'information et de la communication et analyste politique, cette évolution traduit une transformation de la nature des relations algéro-américaines. Selon lui, celles-ci ne se limitent plus aux hydrocarbures et à la sécurité, mais englobent désormais des dimensions économiques, commerciales, culturelles, scientifiques et éducatives. Dans une déclaration à « El Khabar », Zeghlami relève notamment l'action de l'ambassade américaine dans le développement des programmes d'enseignement de l'anglais. Il y voit une forme de « diplomatie douce » fondée sur l'éducation, la culture et l'enseignement pour renforcer les liens avec la société algérienne, particulièrement avec les jeunes et les intellectuels. L'universitaire estime que cette évolution accompagne l'ouverture croissante de la jeunesse algérienne à l'apprentissage de nouvelles langues et à la découverte d'autres cultures. ■

L'EXPRESS

Quotidien national
d'information édité par la
SARL ADRA COM
Adresse : Maison de la
presse Abdelkader Safir,
02 Rue Farid Zoulouache,
Kouba, Alger

Redaction@lexpressquotidien.dz
www.lexpressquotidien.dz
Tél./Fax : 028 26 99 24
Service-pub@lexpressquotidien.dz

GÉRANT :
NOURDINE BRAHMI
DIRECTEUR HONORAIRE:
ZAHIR MEHDAOUI
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
RABAH YUCEF RABAH

«POUR VOTRE PUBLICITÉ S'ADRESSER À:
L'Entreprise Nationale de communication
d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger

Tel : 020.05.20.91/020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77
Email : agence.regie@anep.com.dz
Programation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Impression:
Société d'Impression
d'Alger (SIA)
Diffusion:
Media Distribution

Les manuscrits, photographies ou
tout autre document et illustration
adressés ou remis à la Rédaction ne
sont pas rendus et ne peuvent faire
l'objet d'une réclamation.

MOHAMED BOUSLIMANI, MINISTRE DE LA COMMUNICATION :

« Les médias, trait d’union entre électeurs et candidats »

À l’occasion d’une rencontre organisée hier par le ministère de la Communication en partenariat avec l’Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Mohamed Bouslimani a insisté sur le rôle des médias dans l’accompagnement des élections locales du 28 novembre prochain. Le ministre a appelé à une couverture professionnelle, impartiale et responsable du scrutin, soulignant que les médias doivent constituer un « trait d’union » entre les électeurs et les candidats.

PAR MERIEM KACI

Le ministère de la Communication, en partenariat avec l’Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), a organisé hier au Centre international des conférences (CIC) une journée d’étude consacrée à la couverture médiatique des élections locales du 28 novembre, sous le thème : « Médias et élections locales 2026 : vers une couverture professionnelle, responsable et transparente ». Dans son allocution, Mohamed Bouslimani a souligné que les médias nationaux « ont toujours fait preuve d’un engagement professionnel et d’un sens national » dans l’accompagnement des efforts de l’État, notamment lors des différents rendez-vous électoraux. Il a insisté sur l’importance d’une couverture professionnelle de l’ensemble des étapes du processus électoral, estimant que celle-ci dépasse désormais le seul cadre de la pratique journalistique pour revêtir, selon lui, « le niveau d’un devoir national », dans un contexte marqué par des « guerres électroniques » visant notamment à provoquer des dissensions et à éloigner les jeunes de l’adhésion nationale. Le ministre a relevé que les médias avaient une responsabilité particulière dans la sensibilisation des citoyens, le renforcement de la confiance entre le citoyen et l’administration et la mise en valeur des réalisations nationales. Il a également souligné que le thème de la journée d’étude s’inscrivait dans les orientations du président de la République, notamment en ce qui concerne la garantie du droit du citoyen à exprimer librement son choix et la promotion d’un média professionnel, impartial et responsable. Bouslimani a rappelé, dans ce cadre, les réformes engagées dans le secteur de l’information depuis 2019, destinées notamment à accompagner les transformations technologiques et géopolitiques. Il a cité parmi les objectifs poursuivis la moralisation de la vie politique, l’éloignement de l’argent sale des scrutins et le renforcement de la participation des femmes et des jeunes. Concernant les journalistes, il a évoqué les garanties constitutionnelles consacrant leur liberté et les protégeant contre les pressions dans l’exercice de leur profession, dans le respect de la loi. Il a également fait état des efforts engagés pour renforcer le cadre juridique du secteur et développer la formation spécialisée. Le ministre a appelé à un accompagnement médiatique régulier et ciblé des



élections, notamment pour lutter contre les informations trompeuses et contribuer à la sensibilisation des citoyens. Il a également cité plusieurs projets stratégiques, dont la ligne ferroviaire Alger-Tamanrasset, présentée comme un axe logistique appelé à renforcer les échanges de l’Algérie avec sa profondeur africaine. Pour Bouslimani, les médias doivent jouer le rôle de « trait d’union neutre » entre les électeurs et leurs représentants, en transmettant une information objective et fiable, en présentant les programmes des candidats et en assurant un suivi du processus électoral dans le respect des règles professionnelles. Il a enfin souligné que les prochaines élections locales seront « les premières du genre dans le cadre du nouveau découpage territorial », offrant ainsi aux médias une nouvelle occasion de démontrer leur capacité à assurer une couverture professionnelle et responsable. Pour sa part, le président de l’ANIE, Saad Arous, a estimé que la réussite du processus électoral reposait notamment sur l’accès du citoyen à une information exacte, neutre et disponible en temps opportun, afin de lui permettre d’exercer son droit de vote en toute liberté et conscience. Il a souligné la complémentarité des responsabilités de l’ANIE et des médias, l’Autorité étant chargée d’organiser le processus électoral, d’en suivre les différentes étapes et de mettre les informations nécessaires à la disposition du public, tandis que les médias ont pour mission de les transmettre, de les expliquer et de les vulgariser. Entre les deux institutions, a-t-il relevé, existe « un large espace

de coopération et de coordination ». L’ANIE s’est ainsi engagée à renforcer ses canaux de communication avec la presse, à maintenir un dialogue permanent avec les journalistes et à répondre rapidement à leurs interrogations. Saad Arous a par ailleurs estimé que la couverture des élections locales exigeait un niveau d’exigence accru. Les médias doivent, selon lui, aller au-delà de la simple retransmission pour analyser les programmes et les visions des candidats, tout en respectant les règles d’éthique et de déontologie et en inscrivant leur couverture dans la durée, au-delà de la seule période de campagne.

Les défis de l’ère numérique

Face à l’essor du journalisme citoyen et à la multiplication des plateformes numériques, désormais intégrées au paysage médiatique, le président de l’ANIE a insisté sur la responsabilité accrue des journalistes et des médias. Le défi, a-t-il expliqué, ne réside pas uniquement dans l’accès à l’information, mais également dans la vérification des sources et le recouplement des faits avant leur diffusion, tout en préservant la liberté de choix de l’électeur, sans chercher à l’orienter ni à lui imposer une opinion. Enfin, Saad Arous a mis en avant l’importance des élections locales, qu’il a qualifiées de « chantier national et sociétal » impliquant plusieurs acteurs. Chaque institution et instance engagée dans ce processus, a-t-il souligné, doit assumer pleinement son rôle et sa responsabilité. ■

COURSE CONTRE LA MONTRE POUR LES PARTIS

Les listes de candidats au cœur du défi

À l’approche des élections locales, les partis politiques poursuivent leurs préparatifs avec un défi majeur, celui d’établir leurs listes de candidats. Plusieurs formations rencontrent des difficultés à convaincre suffisamment de citoyens et de militants de se porter candidats, une situation qui les pousse à élargir leur recherche au-delà de leurs propres structures pour compléter leurs listes. Cette difficulté constitue l’un des principaux enjeux de la préparation du prochain scrutin. Les formations politiques doivent non seulement réunir le nombre requis de candidats, mais également répondre aux conditions prévues par la loi électorale. Les élections locales revêtent, à ce titre, une importance particulière. Parallèlement à l’établissement des listes, des partis demandent des éclaircissements sur certaines dispositions de la loi électorale, notamment l’article 184. Ils souhaitent que l’Autorité nationale indépendante des élec-

tions (ANIE) précise les cas concernés et les modalités d’application de cette disposition, afin de lever les interrogations des candidats potentiels. Les formations politiques veulent également davantage de précisions sur les procédures d’organisation du scrutin et sur les résultats des échanges entre l’ANIE et les responsables des partis. La clarification des règles et des conditions de participation est présentée comme nécessaire pour permettre aux candidats de s’engager dans un cadre clairement défini. Sur le terrain, les opérations de préparation avancent déjà. Selon un premier bilan de l’ANIE, 12 881 dossiers de déclaration collective de candidature aux élections des assemblées populaires communales ont été retirés à travers 1 541 communes. Parmi ces dossiers, 12 557 sont liés à 34 partis politiques, 20 à des alliances de partis et 304 à des listes indépendantes. Le nombre de formulaires de signatures individuelles retirés atteint 2 973

261. Pour les élections des assemblées populaires de wilaya, 672 dossiers de déclaration collective ont été retirés à travers les 69 wilayas. Ils se répartissent entre 644 dossiers présentés par 31 partis politiques, trois par des alliances et 25 par des listes indépendantes. Quelque 536 389 formulaires de signatures individuelles ont également été retirés. Toutefois, ces chiffres sont nettement inférieurs à ceux de 2021. À cette échéance, 48 formations politiques avaient procédé au retrait des formulaires, tandis que 19 168 listes communales avaient été enregistrées et que le nombre de formulaires de signatures individuelles retirés avait atteint 8 989 059. À quelques semaines du scrutin, les partis doivent accélérer l’établissement de leurs listes et réunir les signatures nécessaires pour couvrir les 1 541 communes et les 69 wilayas concernées, soit plus de 1 600 circonscriptions et près de 28 000 sièges à pourvoir.

Y. R.

Éditorial

l’EXPRESS

Perspective incontournable !

PAR NOURREDINE B.

Convergence des efforts de deux institutions incontournables pour l’échéance des élections locales du 28 novembre 2026, dans l’optique de leur réussite à tous les plans ? C’est, à tout le moins, ce que suggère la journée d’étude organisée, hier, au CIC, par le ministère de la Communication, en partenariat avec l’Autorité nationale indépendante des élections (ANIE). Si l’on devait s’appesantir sur l’importance de cette journée, consacrée à la couverture par les médias publics et privés de tous les préparatifs liés à ce deuxième scrutin national de l’année, l’on se suffirait d’un thème soulignant trois saillies : « Médias et élections locales 2026 : vers une couverture professionnelle, responsable et transparente ». L’on pourrait encore y ajouter la présence, en personne, du ministre de la Communication et celle du président de l’ANIE. C’est que l’enjeu est de première importance, dès lors qu’il intéresse les plus larges couches de la société et s’inscrit, en droite ligne, dans le programme du président de la République, fondé, faut-il le rappeler, sur la garantie du droit du citoyen à exprimer librement son choix démocratique pour élire ses représentants au sein des institutions nationales et locales élues, ainsi que sur la promotion du rôle d’un média professionnel, impartial et responsable. Alors oui, Mohamed Bouslimani peut légitimement s’attendre à ce que les médias nationaux s’engagent à soutenir et à accompagner les efforts de l’État à l’occasion des prochaines élections locales, à travers une couverture professionnelle, impartiale et responsable. La panacée, à ses yeux, est de fermer les accès aux informations trompeuses et de renforcer le front intérieur, dans un contexte marqué par des guerres électroniques ciblées et systématiques qui n’épargnent pas le pays. Pour l’occasion, le ministre attend, à juste titre, des médias qu’ils s’appuient sur les fondamentaux de la presse, soit la déontologie et l’éthique professionnelles, pour se constituer en « trait d’union neutre entre les électeurs et leurs représentants », selon ses propres termes. Tant il est vrai que le succès du processus électoral repose sur la capacité du citoyen à accéder à une information exacte, neutre et en temps opportun pour exercer son droit de vote en toute liberté et conscience. Par ailleurs, il convient de mettre également en exergue la nécessité d’une complémentarité entre les médias et l’ANIE, les deux entités convergeant vers un partage des responsabilités : la première en assumant l’organisation du processus électoral dans ses moindres détails et la seconde son rôle d’information. Entre les deux responsabilités, Saad Arous aura mis en lumière « un large espace de coopération et de coordination ». Soit une perspective incontournable.

Elias Zerhouni :
« Les compétences algériennes de l'étranger sont prêtes à servir le pays »

L'engagement de l'élite scientifique algérienne établie à l'étranger dans la dynamique de transformation nationale franchit un nouveau cap. Reçu dimanche en audience par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le professeur Elias Zerhouni, coordonnateur du Conseil supérieur de la communauté scientifique nationale à l'étranger, a salué l'initiative présidentielle visant à fédérer les compétences algériennes établies à travers le monde. À cette occasion, le chercheur a remis au chef de l'État un rapport d'étape détaillé ainsi qu'une feuille de route opérationnelle couvrant les douze prochains mois. Témoignant de l'engouement suscité par cette démarche, lancée le 28 juin dernier, le Pr Zerhouni a fait état d'échos « extrêmement favorables » au sein de la diaspora scientifique. « Je reçois une multitude de sollicitations de scientifiques, d'ingénieurs et d'experts désireux de s'associer à cette dynamique », a-t-il affirmé, saluant également le soutien constant du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. Affichant son attachement à l'Algérie, l'ancien directeur des National Institutes of Health (NIH) américains a rappelé le lien qui unit les élites scientifiques expatriées à leur pays d'origine : « Nous vivons à l'étranger, mais nous ne sommes pas des étrangers ; nous sommes algériens avant tout. » Soulignant la volonté collective de contribuer à la souveraineté technologique du pays, le coordonnateur du Conseil a présenté trois principes directeurs devant structurer cette démarche. L'hybridation des expertises. Aucune action ne sera menée en vase clos. La démarche repose sur une synergie entre les compétences établies à l'étranger et les chercheurs ainsi que les structures nationales, à travers des coopérations bilatérales étroites. La massification des compétences. Il s'agit d'unifier et de structurer les réseaux de la diaspora afin de constituer un vivier de compétences et d'expertise au service de la dynamique technologique nationale. Le sens des priorités. Les projets et initiatives devront être alignés sur les urgences et les impératifs du développement national, avec une attention particulière accordée aux priorités du pays.

NOUVELLE LÉGISLATURE, PREMIER TEXTE SENSIBLE

La peine capitale de nouveau sur la table

Le ministre de la Justice, Lotfi Boudjemaa, a présenté hier devant l'Assemblée populaire nationale le projet de loi modifiant et complétant le Code pénal. Premier texte sensible examiné par la nouvelle législature, la réforme prévoit notamment la peine capitale pour certains crimes particulièrement graves.

PAR BOUALEM B.

Le ministre de la Justice, Lotfi Boudjemaa, a présenté hier après-midi, devant l'Assemblée populaire nationale (APN), le projet de loi modifiant et complétant le Code pénal. La séance plénière s'est déroulée sous la présidence de Khaldia Boufedech, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Nadjiba Djilali. Ce texte ouvre le programme législatif de la nouvelle législature et porte sur des dispositions particulièrement sensibles. Le projet propose notamment d'instaurer la peine de mort à l'encontre des auteurs d'incendies criminels ayant entraîné la mort, des auteurs d'enlèvements de mineurs accompagnés de torture, d'agression sexuelle ou de mauvais traitements, ainsi que dans certains cas liés au trafic de stupéfiants. Le gouvernement présente cette réforme comme l'expression d'une volonté ferme de répondre, par la rigueur de la loi, à des crimes qui touchent profondément les familles et les territoires. Les incendies qui ravagent des vies et des espaces, les enlèvements d'enfants qui laissent des traces indélébiles et le trafic de stupéfiants qui menace des générations entières ne relèvent plus seulement du débat juridique. Ces phénomènes touchent directement la sécurité quotidienne, la protection des personnes les plus vulnérables et la confiance que les

citoyens placent dans l'État. Les députés devront examiner la portée exacte des nouvelles dispositions ainsi que leur articulation avec les garanties accordées aux personnes poursuivies. Le débat ne restera certainement pas confiné aux seuls articles du Code pénal. Il portera également sur la protection des personnes et des biens, la lutte contre les incendies et les atteintes à l'environnement, ainsi que sur la question, toujours sensible, de la peine capitale. Jeudi prochain, la même Assemblée devra se prononcer à la fois sur ce projet de loi et sur l'ordonnance relative au Code de justice militaire. La session ordinaire 2026-2027, ouverte le 16 septembre dernier, s'annonce dense. Le projet de loi de finances pour 2027 viendra traduire les priorités du gouvernement en matière de dépenses publiques, de pouvoir d'achat, d'investissement et de diversification économique. Les textes relatifs à la commune et à la wilaya rouvriront, pour leur part, le débat sur le fonctionnement des collectivités locales et sur les moyens accordés aux élus de terrain. Le commerce électronique, ainsi que d'autres réformes dans les domaines de la justice et de la santé, viendront compléter un agenda législatif déjà chargé. En commençant par la réforme du Code pénal et la possible réactivation de la peine de mort, la nouvelle Assemblée s'attaque d'emblée à des dossiers qui engagent la



société tout entière. La suite de la législature permettra de mesurer la manière dont les députés accompagneront ces textes, les amendements qu'ils proposeront et la place qu'ils accorderont au débat sur l'équilibre entre la sévérité de la loi et les garanties accordées aux justiciables. Pour l'heure, le ministre de la Justice

a posé devant la représentation nationale les grandes lignes d'une réforme qui place au cœur du débat la réponse pénale à des crimes particulièrement graves. La discussion parlementaire devra désormais préciser la portée de ces nouvelles dispositions et les conditions de leur mise en œuvre. ■

PASSATION DE CONSIGNES À LA SÉCURITÉ DE L'ARMÉE

Le Général Maach Noureddine prend ses fonctions

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale et Chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, a présidé, hier, la cérémonie d'installation du nouveau directeur central de la Sécurité de l'Armée, le Général Maach Noureddine, indique le ministère de la Défense nationale dans un communiqué. À cette occasion, Saïd Chanegriha a dé-

claré : « au nom du Président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, et conformément au décret présidentiel du 22 septembre 2026, j'installe officiellement le Général Maach Noureddine dans les fonctions de directeur central de la Sécurité de l'Armée, en remplacement du Général Abbas Ibrahim. » Il a, à cet effet, ordonné aux cadres de la Direction de

travailler sous l'autorité du nouveau directeur, de suivre ses ordres et d'exécuter ses instructions, « dans l'intérêt du service », conformément aux règlements militaires en vigueur et aux lois de la République, tout en demeurant fidèles aux sacrifices des Chouhada et aux valeurs de la Révolution. Cette cérémonie a également constitué une occasion pour le Général d'Armée de donner aux cadres de

la Direction un ensemble d'instructions et d'orientations, les appelant à redoubler d'efforts et à faire preuve de rigueur et de persévérance dans l'accomplissement des missions qui leur sont assignées, précise le MDN. À l'issue de la cérémonie, le Général d'Armée Saïd Chanegriha a supervisé la signature et l'approbation du procès-verbal de passation de consignes, conclut le communiqué. ■

COMMUNAUTÉ NATIONALE À L'ÉTRANGER

Le pari du numérique pour rapprocher les consulats

Le secrétaire d'État auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé de la Communauté nationale à l'étranger, Sofiane Chaib, a échangé avec la communauté algérienne d'Amérique centrale et du Sud autour des services consulaires, de la numérisation et du renforcement des liens avec la patrie. Le secrétaire d'État auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé de la Communauté nationale à l'étranger, Sofiane Chaib, a tenu, dimanche, par visioconférence, une rencontre avec des membres et des représentants

de la communauté nationale établie dans les pays d'Amérique centrale et du Sud, en présence des chefs des représentations diplomatiques accréditées dans la région, indique un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

S'enquérir des préoccupations de la diaspora

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la série de rencontres périodiques organisées par le secrétaire d'État avec les membres de la com-

munauté nationale établie dans différentes régions du monde, afin de s'enquérir de leur situation et de leurs préoccupations, mais aussi d'écouter leurs propositions et leurs aspirations. Cette rencontre revêt une importance particulière compte tenu de la spécificité de la région, de son étendue géographique et de l'éloignement des lieux de résidence des citoyens algériens par rapport aux sièges des représentations diplomatiques et consulaires. « Les discussions ont notamment porté sur les questions liées aux services

consulaires et administratifs et les moyens d'en faciliter l'accès », souligne la même source. L'événement a également permis d'écouter nombre de préoccupations soulevées par les participants ainsi que leurs propositions ». Réagissant aux différentes questions soulevées, le secrétaire d'État a assuré que l'amélioration de la prise en charge des citoyens algériens établis à l'étranger demeure au cœur des efforts déployés par les pouvoirs publics, notamment à travers la simplification des procédures, ainsi que la poursuite de la mo-

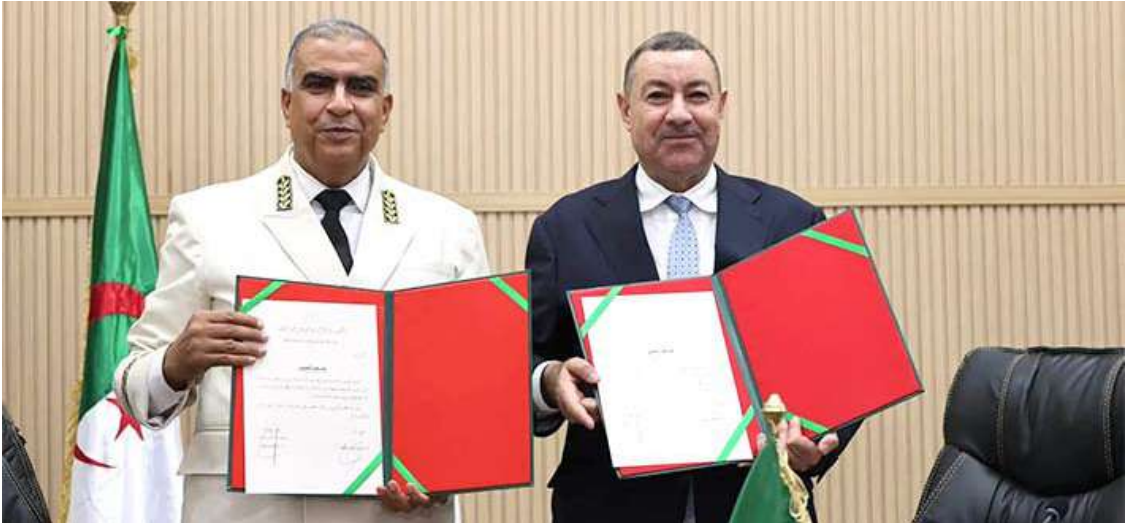
dernisation, de la numérisation et du rapprochement des services consulaires des bénéficiaires. Chaib a également souligné l'importance de consolider les liens des membres de la communauté nationale avec leur patrie et de renforcer leur participation aux différents programmes et initiatives qui leur sont destinés, de manière à tirer profit de la diversité de leurs compétences et de leurs expertises, ainsi que du potentiel humain important qu'ils représentent, au service de la patrie et de son développement. R. N.

SAÏD SAYOUD LE SOULIGNE :

« Tiaret, un pilier de la sécurité alimentaire nationale »

Lors de l'installation du nouveau wali de Tiaret, Saïd Sayoud a mis en avant le poids stratégique de la wilaya dans l'économie nationale, notamment sa contribution majeure à la sécurité alimentaire. Avec une production dépassant 2,4 millions de quintaux de blé, Tiaret figure parmi les principales wilayas agricoles du pays.

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, a installé hier Abdelouahab Bertima dans ses fonctions de wali de Tiaret, dans le cadre du mouvement partiel opéré dans le corps des walis, des walis délégués et des secrétaires généraux de wilayas, décidé par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Lors de la cérémonie d'installation, Saïd Sayoud a mis en avant le poids stratégique de Tiaret, à la faveur de sa position géographique, de ses ressources naturelles et de ses importantes potentialités humaines et économiques. Située au cœur des Hauts Plateaux de l'Ouest, la wilaya constitue, selon le ministre, un trait d'union entre plusieurs régions et occupe une place de premier plan dans le développement agricole national. Le ministre a notamment souligné la contribution de Tiaret à la sécurité alimentaire du pays. La wilaya figure parmi les principales zones agricoles nationales, avec une production dépassant 2,4 millions de quintaux de blé, à laquelle s'ajoutent d'importantes activités d'élevage. Au-delà de sa vocation agricole, Sayoud a relevé l'ampleur de la dynamique de développement enregistrée ces dernières années dans la



wilaya. Plusieurs secteurs ont bénéficié d'opérations et de projets, notamment le logement, les travaux publics, la santé, l'éducation, l'enseignement supérieur et la formation professionnelle, ainsi que les services publics. L'un des faits marquants évoqués par le ministre concerne l'Institut national de formation des personnels des collectivités locales. La réalisation et l'équipement de cet établissement ont récemment été achevés, en prévision de son ouverture officielle. Destiné à rayonner à l'échelle régionale, cet institut doit

contribuer à la formation et au perfectionnement des cadres des collectivités locales et, à terme, à la modernisation de l'administration et à l'amélioration du service public. Dans son intervention, Sayoud a également insisté sur les priorités qui devront guider l'action du nouveau wali. Il a appelé à renforcer la gestion de terrain, à assurer un suivi rigoureux des projets, à lutter contre la bureaucratie et à rester à l'écoute des préoccupations des citoyens. Il a également insisté sur la nécessité d'une coordination permanente en

tre l'administration, les élus et la société civile. Le ministre a ainsi exhorté Abdelouahab Bertima à poursuivre la dynamique engagée et à valoriser les importantes potentialités dont dispose Tiaret, afin d'améliorer les conditions de vie de la population et de répondre aux attentes des habitants. En conclusion, Sayoud a salué les efforts des différents corps de sécurité ainsi que ceux de l'Armée nationale populaire pour préserver la sécurité et la stabilité du pays, protéger les citoyens et sauvegarder leurs biens.

R. N.

Pénurie d'extincteurs Un député demande la suspension des amendes

La pénurie d'extincteurs sur le marché complique l'application de la nouvelle obligation imposée aux automobilistes. Un député demande au ministre de l'Intérieur de surseoir temporairement aux sanctions, le temps de garantir la disponibilité de ces équipements. Le député Bachir Brahimi a saisi le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports au sujet des amendes infligées aux automobilistes ne disposant pas d'un extincteur à bord

de leur véhicule. Dans une correspondance datée du 27 septembre, le parlementaire fait état d'une forte pénurie d'extincteurs répondant aux normes exigées, soulignant que leur disponibilité limitée sur le marché rend difficile, voire impossible pour certains citoyens, de se conformer à cette nouvelle obligation. Face à cette situation, il demande le report temporaire de l'application des amendes, jusqu'à ce que les

équipements requis soient disponibles en quantité suffisante et que les automobilistes puissent les acquérir progressivement. Pour le député, ce délai permettrait de tenir compte des contraintes auxquelles sont confrontés les citoyens et d'assurer une application effective de la réglementation, une fois les conditions matérielles réunies. La mesure intervient dans le sillage de l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions du Code de la route, qui

ont rendu obligatoire la présence d'un extincteur, d'un gilet réfléchissant et d'un triangle de présignalisation à bord des véhicules. Le défaut de possession de l'un de ces équipements expose l'automobiliste à une amende de 4 000 dinars. L'entrée en vigueur de cette obligation a par ailleurs provoqué une forte hausse de la demande d'extincteurs, alors que leur disponibilité sur le marché demeure insuffisante.

NOUVELLE CAMPAGNE DE SENSIBILISATION Les enfants à l'école de la sécurité routière

La DNSR lancera le 1er octobre sa campagne de sécurité routière en milieu scolaire. Un programme déployé tout au long de l'année scolaire et élargi cette année aux enfants de 4 à 5 ans. La campagne de sensibilisation à la sécurité routière sera lancée à l'occasion de la rentrée scolaire et ciblera les enfants scolarisés tout au long de l'année. Plusieurs activités seront organisées afin d'assurer un travail de prévention continu dans les établissements scolaires. « Le 1er octobre prochain sera lancée cette campagne, le temps que les élèves et les enseignants s'installent. Il s'agit d'une action que nous menons chaque année et nos équipes sont prêtes dans toutes les wilayas », a indiqué le responsable de la campagne à la Délégation nationale de la sécurité routière (DNSR), Ahcene Boubka. Selon lui, les bureaux de wilaya ont



été préparés afin d'assurer des interventions directement dans les établissements scolaires. « En coordination avec les responsables des établissements scolaires, les équipes arrêtent les modalités d'intervention

avant de se rendre régulièrement dans les écoles. Les actions sont organisées chaque semaine ou tous les quinze jours, selon un programme établi avec les établissements », a-t-il expliqué. Lors de chaque interven-

tion, les équipes proposent des activités de prévention, d'éducation routière et de sensibilisation adaptées aux différentes catégories d'élèves, notamment ceux du primaire et du cycle moyen. Plusieurs supports pédagogiques sont également utilisés pour expliquer aux enfants, de manière simple et accessible, les principales règles de sécurité routière et les comportements à adopter sur la voie publique. La campagne de cette année se distingue également par l'élargissement des actions de sensibilisation aux enfants du préscolaire, âgés de 4 à 5 ans. Un nouveau support pédagogique a spécialement été conçu pour cette tranche d'âge, sous la forme d'un cahier de coloriage, afin de leur permettre d'assimiler les premières notions de sécurité routière de manière ludique et adaptée à leur âge. ■

Formation professionnelle Clôture de la manifestation sur l'entrepreneuriat et l'innovation

La ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Nacima Arhab, a présidé, dimanche, la cérémonie de clôture de la manifestation sur l'entrepreneuriat et l'innovation dans le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels, organisée en collaboration avec l'association Injaz El Djazaïr.

La manifestation a été marquée par une compétition ayant réuni, six mois durant, 356 stagiaires issus de plus de 20 instituts de formation, qui ont bénéficié d'une formation en matière de gestion et de promotion des start-up. L'évènement a réuni 48 équipes, dont 12 se sont qualifiées pour la phase finale, au cours de laquelle ont été présentés des projets relevant de divers domaines, notamment la cybersécurité, le tourisme, la santé et l'énergie, certains d'entre eux ayant atteint le stade de la réalisation de prototypes.

Dans une allocution prononcée à cette occasion, la ministre a précisé que cette manifestation s'inscrit dans le cadre de la stratégie du secteur visant à « permettre aux jeunes d'accéder au marché du travail, tant par le recrutement que par la création d'entreprises et de projets, en application des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune ». Les équipes participantes ont entrepris de développer des solutions à des problèmes réels liés à leurs domaines professionnels et aux besoins des clients, a-t-elle ajouté, considérant que la réussite d'un projet ne dépend pas uniquement de l'idée innovante, mais également de sa capacité à répondre à un besoin réel, à trouver des opportunités de financement et à assurer sa pérennité. Elle a, à cet égard, insisté sur l'importance de poursuivre l'accompagnement des projets au-delà de la compétition, notamment ceux ayant atteint la phase finale, soulignant que

« parvenir à la finale constitue en soi une réussite, mais le véritable défi réside dans le passage de ces projets à la phase de mise en œuvre et dans la transformation des idées en activités viables et pérennes ». De son côté, la vice-présidente de l'association Injaz El Djazaïr, Rima Azzouz, a estimé que cette manifestation « constitue une étape importante dans la consolidation de la culture de l'initiative et de l'entrepreneuriat auprès des diplômés du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels », soulignant que cette expérience a révélé l'existence de jeunes talents capables de transformer leurs connaissances et leurs compétences en solutions et en projets répondant aux défis de leur environnement. Mme Azzouz a également mis en avant l'importance d'associer les stagiaires aux programmes d'entrepreneuriat et d'innovation, parallèlement à leur formation technique et professionnelle, souhaitant que cette initiative marque le point de départ d'un parcours durable d'accompagnement des jeunes et de développement de leurs projets.

Commerce extérieur

26.000 tonnes de ciment algérien exportées vers les Etats-Unis

Le groupe Tosityali s'appuie sur l'expertise acquise en Turquie pour accompagner le lancement du laminage à froid en Algérie, à travers un transfert de compétences destiné à accélérer la montée en compétence des équipes locales et à fluidifier le démarrage de cette nouvelle activité industrielle.



FATIHA A.

Selon un communiqué de l'Entreprise portuaire d'Annaba, la cargaison, conditionnée dans des sacs de grand format « Big Bags », a été chargée à bord du navire « MATILDA GS », pour le compte de l'opérateur économique « Biskria Ciment ». Cette opération constitue une nouvelle étape dans le développement des débouchés extérieurs pour les produits cimentiers algériens, dont les capacités de production ont permis ces dernières années d'accroître leur présence sur plusieurs marchés internationaux.

Afin d'assurer le déroulement de cette opération dans les meilleures conditions, l'Entreprise portuaire d'Annaba a mobilisé l'ensemble de ses moyens matériels, humains et organisationnels. Une coordination renforcée a notamment été assurée entre les différents intervenants et acteurs de la chaîne portuaire, permettant de faciliter les opérations de chargement et de garantir leur réalisation conformément aux exigences liées à l'exportation.

La mobilisation des infrastructures et des équipes portuaires s'inscrit dans une démarche visant à

améliorer la qualité et l'efficacité des prestations fournies aux opérateurs économiques, notamment ceux activant dans le domaine des exportations. Le port d'Annaba entend ainsi consolider son rôle dans l'accompagnement des entreprises algériennes et dans la facilitation de l'accès des produits nationaux aux marchés extérieurs.

Cette opération intervient également dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, relatives à la poursuite des efforts de modernisation et de développement des ports algériens, ainsi qu'à l'amélioration de leurs performances opérationnelles.

Ces orientations visent notamment à renforcer la contribution des infrastructures portuaires au commerce extérieur et à leur permettre de jouer un rôle accru dans l'accompagnement des exportations hors hydrocarbures, en améliorant la fluidité des opérations et en facilitant les procédures au profit des opérateurs économiques.

Les orientations de terrain du Groupe des services portuaires « Serport » s'inscrivent dans la même dynamique, à travers la mobilisation des structures

portuaires et l'amélioration continue des conditions de prise en charge des opérations commerciales et d'exportation.

L'expédition de cette importante quantité de ciment vers les Etats-Unis vient ainsi illustrer la progression de la présence des produits algériens sur les marchés internationaux et la diversification progressive des destinations d'exportation. Elle met également en évidence le rôle des ports dans l'accompagnement de cette dynamique et dans la mise en relation des producteurs nationaux avec les marchés extérieurs.

Pour l'Entreprise portuaire d'Annaba, cette opération s'inscrit dans les efforts visant à renforcer la qualité des services portuaires, à améliorer la compétitivité de la plateforme portuaire et à contribuer davantage au développement des exportations hors hydrocarbures.

Le port entend ainsi poursuivre son accompagnement des opérateurs économiques, en mettant à leur disposition les moyens nécessaires à la réalisation des opérations d'exportation et en contribuant à l'ouverture de nouvelles perspectives pour les produits algériens sur les marchés internationaux.

Algérie Poste 111 bureaux mobiles pour rapprocher les services des citoyens

Le réseau postal se renforce avec 111 bureaux de poste mobiles déployés au niveau des villages et des zones éloignées, afin de rapprocher les prestations postales et financières des citoyens et de réduire les contraintes liées aux déplacements.

Dans le cadre de ses efforts visant à améliorer l'accessibilité des services publics et à répondre aux besoins des citoyens, Algérie Poste s'appuie sur un dispositif de 111 bureaux de poste mobiles, destinés à assurer une présence de proximité dans les villages et différentes zones éloignées.

Ces unités mobiles ont pour principale mission de rapprocher les services postaux et financiers des populations, notamment dans les localités où l'accès aux structures postales fixes peut nécessiter des déplacements importants. Ce dispositif permet ainsi de faciliter l'accès aux prestations proposées par Algérie Poste et de contribuer à réduire les contraintes de mobilité auxquelles peuvent être confrontés certains citoyens.

À travers ces bureaux mobiles, le service postal mise sur davantage de souplesse et de proximité, en adaptant sa présence aux besoins des populations et aux spécificités des différentes zones desservies.

Ce dispositif s'inscrit également dans une démarche visant à renforcer la présence d'Algérie Poste sur le terrain et à assurer une meilleure continuité des prestations, en rapprochant les services essentiels des citoyens, y compris dans les zones rurales et les localités éloignées.

Avec ces 111 bureaux de poste mobiles, Algérie Poste entend ainsi privilégier une approche davantage orientée vers la proximité, en offrant une réponse plus flexible aux besoins des usagers et en facilitant leur accès aux services postaux et financiers.

F.A.

Établissements pharmaceutiques Mise à jour obligatoire des données sur la plateforme « Etat déclaratif »

Les établissements pharmaceutiques de fabrication de produits pharmaceutiques sont appelés à mettre à jour leurs informations sur la plateforme numérique « ETAT DECLARATIF », conformément à une note de l'agence nationale des produits pharmaceutiques (ANPP) adressée aux opérateurs concernés.

Cette opération porte notamment sur le renseignement de l'ensemble des champs prévus dans la déclaration, ainsi que sur la mise à jour des statuts des produits et des dernières dates de libération des produits.

Les établissements sont également invités à renseigner les motifs d'arrêt de production ou de non-libération des produits autorisés depuis moins de 18 mois, lorsqu'ils sont concernés, en précisant l'obtention de la décision d'enregistrement. Ces informations doivent être détaillées et pertinentes.

Selon la note, les mises à jour doivent être effectuées dans un délai de 72 heures à compter de la date de publication de celle-ci.

À l'expiration de ce délai, les déclarations figurant sur la plateforme seront considérées comme correctes, à jour et exploitables pour la mise en œuvre des actions réglementaires qui s'imposent conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

F.A.

Développement professionnel

L'AHK Algérie mise sur la PNL pour renforcer les compétences relationnelles

La chambre algéro-allemande de commerce et d'industrie, l'AHK Algérie, organise, du 11 au 13 octobre 2026, une formation consacrée à la Programmation Neuro-Linguistique (PNL), avec pour objectif d'aider les participants à améliorer leur communication, leur posture relationnelle et la qualité de leurs interactions dans le milieu professionnel.

« Dans un environnement professionnel marqué par l'importance croissante des compétences humaines, la capacité à communiquer efficacement et à établir des relations de qualité constitue un atout essentiel pour les professionnels et les entreprises », indique l'AHK Algérie. C'est dans cette perspective que la Chambre algéro-allemande de commerce et d'industrie (AHK Algérie) propose une formation de trois jours intitulée « La PNL en Action : communiquer efficacement et renforcer votre intelligence relationnelle ».

Cette formation vise à permettre aux participants de découvrir les principaux fondements de la Programmation Neuro-Linguistique et de se familiariser avec des outils directement applicables dans leurs interactions professionnelles.

La session sera animée par Mme Tassadit Benaoudia, consultante, formatrice et coach spécialisée en PNL et en neurosciences. Elle permettra aux participants d'aborder différentes techniques destinées à mieux comprendre les mécanismes de la communication et à développer une intelligence relationnelle adaptée aux situations professionnelles.

Le programme prévoit notamment une introduction aux fondements et présupposés de la PNL, ainsi qu'un volet consacré aux principales techniques de communication, notamment le rapport, la calibration, la synchronisation et l'écoute active. L'objectif est de favoriser une communication plus claire et plus efficace, tout en permettant aux participants de mieux adapter leur posture aux différents interlocu-

teurs et contextes.

La formation portera également sur le questionnement, la reformulation et le feedback constructif, des outils particulièrement utiles dans les échanges professionnels, le management et la gestion des relations au sein des équipes. Les participants seront par ailleurs initiés au méta-modèle et aux techniques de recadrage, afin de développer de nouvelles approches dans l'analyse et la résolution des situations relationnelles.

D'autres séquences seront consacrées aux techniques d'ancrage et à la gestion des états internes, ainsi qu'aux techniques de changement et au « cercle d'excellence ». Ces différents modules seront complétés par des exercices pratiques et des mises en situation professionnelles, permettant aux participants de mettre en application les notions abordées au cours de la formation.

F.A.

Infrastructures portuaires

Les projets d'extension se poursuivent pour renforcer les capacités logistiques

Les infrastructures portuaires algériennes poursuivent leur transformation afin d'accompagner la dynamique des échanges commerciaux et de renforcer les capacités logistiques du pays. À Arzew, Annaba et Djen Djen, plusieurs projets d'extension et de modernisation avancent à des rythmes soutenus, tandis qu'une feuille de route est engagée pour promouvoir l'électrification des quais et réduire l'empreinte environnementale des activités portuaires.



FATIHA A.

Le président-directeur général du Groupe des services portuaires (Serport), Ali Boulaaras, a indiqué hier que le taux d'avancement des travaux d'extension du port d'Arzew avait atteint 61 %, soulignant que ce projet devrait apporter une contribution significative au développement des échanges commerciaux, compte tenu de l'importance stratégique de cette infrastructure pour l'ouest du pays. Invité de la radio nationale chaîne 1, M. Boulaaras a précisé que les travaux d'extension du port d'Arzew devraient être achevés en 2027, avec pour objectif de porter sa superficie globale à 55 hectares. Concernant le port d'Annaba, le responsable a souligné que cette infrastructure, appelée à jouer le rôle d'un véritable complexe logistique, disposera d'une capacité de traitement de 10 millions de tonnes de phosphate intégré. La réception du projet est prévue

pour mars 2027, après l'achèvement des travaux qui enregistrent actuellement un taux d'avancement de 55 %.

Selon le même responsable, l'extension de cette infrastructure devrait également contribuer à la création de 5.000 à 10.000 emplois, renforçant ainsi son impact économique sur la région.

S'agissant du port de Djen Djen, dans la wilaya de Jijel, Ali Boulaaras a fait savoir que l'infrastructure traite actuellement plus de 10.000 conteneurs, alors que les préparatifs sont engagés pour porter les opérations de chargement à 20.000 conteneurs.

Par ailleurs, le PDG de Serport a annoncé la mise en place d'une feuille de route consacrée à l'électrification des quais portuaires, avec un démarrage prévu au niveau des ports d'Alger et de Mostaganem. Cette démarche vise notamment à réduire les émissions de gaz polluants générées par les activités portuaires et à favoriser le recours aux énergies propres par les navires, dans une perspective de préservation de l'environnement.

Sur un autre volet, M. Boulaaras a fait état de l'activation d'une stratégie intégrée au niveau des entreprises portuaires, destinée à mettre en place un système plus performant et compétitif, répondant aux normes et aux exigences de l'économie nationale et contribuant à renforcer l'ouverture de l'Algérie sur son environnement régional.

Dans le cadre du développement des compétences, un centre dédié à la formation des cadres spécialisés dans les domaines portuaire et maritime sera également mis en place dans la wilaya de Mostaganem.

Concernant la modernisation des équipements, le responsable a indiqué qu'une enveloppe globale de 60 milliards de dinars avait été mobilisée depuis 2025 pour l'acquisition de nouveaux matériels, dont 21 milliards de dinars au titre de l'année 2026.

Ces investissements s'inscrivent dans une démarche visant à renforcer les capacités opérationnelles des ports algériens, améliorer leur efficacité et accompagner l'évolution des échanges commerciaux et des flux de marchandises.

Sur fond de tensions sur l'approvisionnement

Les cours du pétrole bondissent de plus de 3%

Les prix du pétrole ont progressé de plus de 3% lors des échanges d'hier, 28 septembre 2026, effaçant une partie des pertes enregistrées lors de la précédente séance, dans un contexte marqué par des signes persistants de perturbations de l'approvisionnement et par les incertitudes géopolitiques au Moyen-Orient, selon la plate forme spécialisée Etaga. Les cours avaient clôturé la séance du vendredi 25 septembre en baisse de plus de 2%, cédant une partie des gains engrangés au cours des deux séances précédentes, alors que les marchés restaient attentifs à l'évolution de la situation au Moyen-Orient. À 05h57 GMT les contrats à terme sur le Brent de référence, pour livraison en novembre 2026, progressaient de 3,07%, à 107,52 dollars le baril. Les contrats à terme sur le West Texas Intermediate (WTI), référence américaine, pour livraison en novembre 2026, avançaient également de 2,09%, à 94,34 dollars le baril, selon les données suivies en temps réel par la plateforme spécialisée.

Sur l'ensemble de la semaine dernière, le Brent avait enregistré une hausse de 0,43%, tandis que le WTI avait reculé de 3,8%. Cette évolution s'explique notamment par les craintes de voir les Etats-Unis restreindre leurs exportations de diesel afin de contenir la hausse des prix, laquelle pourrait peser sur l'activité des raffineries américaines.

Selon Sugandha Sachdeva, fondatrice de la société de recherche basée à New Delhi SS WealthStreet, « le rejet a réduit les espoirs de parvenir à une percée immédiate, même si les efforts diplomatiques ne sont pas terminés ».

Pour les contrats à terme sur le Brent, elle estime que le seuil de 120 dollars le baril demeure un niveau de résistance important. Tant que les cours ne parviennent pas à se maintenir au-dessus de ce niveau, un repli reste possible, notamment en cas d'amélioration du trafic maritime ou d'avancées dans les négociations.

De leur côté, les analystes de la banque ANZ soulignent que « les produits pétroliers raffinés restent un point de tension », estimant que les prix records

du diesel aux Etats-Unis ont accentué les risques inflationnistes et relancé le débat sur d'éventuelles restrictions à l'exportation.

Selon ces analystes, toute limitation des exportations américaines de diesel pourrait entraîner un resserrement de l'offre sur les marchés internationaux, tandis que les prix européens pourraient réagir à la perspective d'une diminution des approvisionnements en provenance des Etats-Unis.

Parallèlement, les exportations de pétrole brut des principaux producteurs du Moyen-Orient se sont redressées en septembre, atteignant 12,8 millions de barils par jour, soit leur niveau le plus élevé depuis le début de la guerre en février, selon des données préliminaires de la société Kpler.

Cette progression s'explique notamment par l'augmentation des exportations de l'Arabie saoudite et des Emirats arabes unis. Elle intervient après la reprise des flux maritimes à travers le détroit d'Ormuz, lesquels devraient atteindre 7,4 millions de barils par jour au cours de ce mois.

R.E.

Hydrocarbures

Sonatrach prépare de nouvelles perspectives énergétiques au Niger

Dans le contexte de la stratégie de son déploiement en Afrique, Sonatrach a entamé des discussions sur le renforcement de la coopération avec le Niger. Un programme très ambitieux est mené d'emblée avec le partenaire nigérien Sonidep.

Le vice-Président de la stratégie et planification, Fayçal Laraba, l'affirme hier, expliquant à l'émission « L'invité du jour », les différents axes de cette coopération en matière de pétrole et de gaz, précisant que « Sonatrach est présente au Niger depuis 2005 ». On est, dit-il, présent dans l'amont pétrolier et gazier à travers le projet Kafra. « Plus récemment, et sous les directives des Hautes autorités du pays, nous avons initié de nombreux projets avec notre vis-à-vis, notamment avec Sonidep et ses filiales en amont, jusqu'à la transformation, en passant par le transport et surtout la formation », a-t-il ajouté.

« Depuis 21 ans, détaille l'orateur, Sonatrach a mené des campagnes sismiques d'exploration et d'appréciation au niveau de Kafra (Sud-est du Biger), qui ont donné des forages positifs, ayant abouti au grand Kafra 1. Et depuis peu, dans une seconde phase, une deuxième appréciation, de l'accumulation du potentiel hydrocarbure, nous nous sommes engagés sur un minimum de travaux sur quatre puits à exploiter dans les deux prochaines années, tout « en espérant un développement ambitieux ».

Dans le sillage du développement de cette coopération, le responsable de la planification à Sonatrach insiste que son Groupe travaille ardemment au niveau de Kafra, tout « en appréciant les besoins du partenaire Sonidep en matière de formation à l'objet de renforcer cette coopération autour d'un potentiel en hydrocarbures appréciable.

« Dans ce cadre, dit-il, il y a lieu de dimensionner et définir les outils et les installations d'exploitation, d'acheminement du brut et sa commercialisation, dans une dernière étape ». Et de rappeler que « la coopération algéro-nigérienne est basée sur le principe d'égal à égal dans laquelle chaque pays trouvera son intérêt », ajoutant que du côté algérien, Sonatrach se lance dans la perspective large du développement de cette coopération en dehors du forage Kafra, à examiner les besoins du Niger en matière de formation des ressources humaines à l'optique de futures productions nigériennes.

« Deux instituts de formation sont dédiés à cet effet, citant l'institut algérien de pétrole (IAP) et le Sonatrach management Academy (SMA) qui s'occupe de la formation continue », enchaîne-t-il. Actuellement, révèle-t-il, le Groupe Sonatrach est en phase de préparation des programmes et formaliser les besoins du Niger en matière de ressources humaines. Et de rappeler que le début de l'opération topographique à travers le Niger pour déterminer le tracé du gazoduc reliant le Nigeria et l'Algérie en passant par le Niger est annoncée pour octobre prochain. « Les discussions entre l'Algérie et le Niger se passe bien, affirme l'invité de la chaîne 3.

R.E.

Hôpital de Oued Tlelat à Oran

Mise en service d'un centre de transfusion sanguine

Un centre de transfusion sanguine (CTS) et un service de médecine interne sont entrés en service, dimanche à l'Etablissement hospitalier spécialisé des urgences médico-chirurgicales «Moudjahid Dr Mahmoudi Mohamed» de Oued Tlelat, à l'Est d'Oran, dans le but de renforcer et d'améliorer les prestations de santé et d'assurer une prise en charge optimale des patients.



La Secrétaire générale de la direction de la Santé et de la Population de la wilaya d'Oran, Mme Nouria Belarbi, accompagnée du Directeur général de l'établissement hospitalier et de cadres du secteur de la santé, a supervisé la mise en service de ces deux structures, venues ainsi renforcer la prise en charge médicale spécialisée et réduire la pression exercée sur les autres établissements hospitaliers. Mme Belarbi a indiqué, dans une déclaration à la presse en marge de la cérémonie, que ces deux structures, au sein de l'établissement hospitalier spécialisé de Oued Tlelat, situé à environ 30 km de la ville d'Oran, «permettront d'améliorer les conditions de prise en charge des patients et des

cas urgents, tout en contribuant à réduire la pression sur les autres établissements hospitaliers». La responsable a précisé que le CTS et le service de médecine interne ont été dotés de tous les moyens matériels et humains nécessaires afin de garantir aux citoyens un service public de santé de qualité. Concernant le centre de transfusion sanguine, Mme Belarbi a expliqué qu'après l'obtention de l'agrément de l'Agence nationale du sang (ANS), la DSP l'a doté des équipements médicaux les plus récents, conformément aux normes internationales en vigueur, tout en assurant la formation des équipes de santé nécessaires à son fonctionnement. Le service de médecine interne, a-t-elle ajouté, a également bénéficié d'équipements médicaux modernes et a été renforcé par une équipe de mé-

decins spécialistes, ainsi que par des personnels paramédicaux qualifiés. De son côté, le directeur général de l'Etablissement hospitalier spécialisé des urgences médico-chirurgicales de Oued Tlelat, M. Loudi Benali, a indiqué que la mise en service du CTS permettra de disposer de sang dans des délais très courts pour les cas urgents et les situations d'urgence, notamment pour les victimes d'accidents de la circulation qui sont directement orientées vers l'établissement. Quant au service de médecine interne, il dispose de 20 lits, avec une capacité pouvant être portée à 30 lits. Il comprend plusieurs unités et spécialités, notamment celles d'endocrinologie, de cardiologie, des maladies infectieuses et de pneumologie, a-t-il souligné.

Gaz de ville à Aïn Temouchent

Vers le raccordement de plus de 1.400 logements à Oulhaça et Sidi-Ouriach

Le wali d'Aïn Temouchent, Mabrouk Ouled Abdennebi, a donné, dimanche, le coup d'envoi d'un projet de raccordement 1.472 logements au gaz de ville dans les communes de Oulhaça et Sidi-Ouriach. Ce projet s'inscrit dans le cadre du programme du Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales (FGSCL), auquel une enveloppe financière de 318 millions de dinars a été consacrée. Il prévoit le raccordement de 757 logements, répartis dans les villages de Betikha, El-Gaâda, Sidi Hassaine, El-Karma, Ouled Sidi Bouazza, Dehamna, Boubahr et Sidi Abdelkader, au réseau de gaz de ville, a indiqué la directrice de l'Energie et des Mines de la wilaya, Thouria Abbou. Ce projet vient compléter les travaux déjà en cours visant le raccordement de 715 logements, répartis dans dix autres agglomérations rurales situées dans les communes de Oulhaça et Sidi-Ouriach, au

réseau de gaz naturel. **“La réception de l'ensemble de ces travaux est prévue dans des délais allant de cinq à quinze mois”, a fait savoir la responsable.** Le wali d'Aïn Temouchent a souligné l'importance de ce projet qui, a-t-il indiqué, s'inscrit dans le cadre de l'amélioration des conditions de vie des habitants à travers les différentes régions de la wilaya. Dans la commune de Sidi-Ouriach, le wali d'Aïn Temouchent a également donné le coup d'envoi d'un projet destiné à renforcer l'alimentation en eau potable des communes de Oulhaça et Sidi-Ouriach. Ce projet de développement qui relève du programme sectoriel de la direction des Ressources en eau au titre de l'année 2026, pour une enveloppe budgétaire de de 500 millions de dinars, vise à alimenter la commune de Sidi Ouriach en eau potable à partir du couloir Beni Saf-Oulhaça,

sur une distance de 10 km, ainsi qu'à réaliser une station de pompage d'une capacité de 40 litres/seconde. Il prévoit également le raccordement des centres secondaires de la commune de Oulhaça au réseau d'eau potable sur une distance de 8 km, a précisé le directeur des Ressources en eau de la wilaya, Miloud Kerzazi. Le projet comprend en outre la réalisation de deux ouvrages de stockage, d'une capacité totale de 5 500 m3, l'un d'une capacité de 5.000 m3 dans la commune de Oulhaça, et l'autre d'une capacité de 500 m3, sur le territoire de la commune de Sidi-Ouriach. Le wali d'Aïn Temouchent a notamment insisté sur l'importance de ce projet, qui permettra d'améliorer et de régulariser l'approvisionnement quotidien en eau potable des habitants de ces deux communes, ainsi que des villages qui en dépendent.

Centre universitaire «Nour El-Bachir» d'El-Bayadh

Convention de coopération avec l'ENS de Saïda

Le Centre universitaire «Nour El-Bachir» d'El-Bayadh et l'Ecole normale supérieure (ENS) moudjahid Ouazani-Cheikh de Saïda ont signé une convention de coopération et de jumelage scientifique, a-t-on appris dimanche auprès des responsables dudit centre. La cérémonie de signature de cette convention pédagogique, visant à renforcer les échanges scientifiques et pédagogiques et à développer la coopération dans les domaines de la formation, de l'encadrement et de la recherche scientifique, s'est déroulée en fin de semaine dernière, précise-t-on de même source. La convention a été signée par le directeur du Centre universitaire «Nour El-Bachir» d'El-Bayadh, le professeur Taïeb Faradj, et le directeur de l'ENS de Saïda, le professeur Boumediene El-Asri, en présence de cadres des deux établissements d'enseignement supérieur. A cette occasion, le directeur du Centre universitaire «Nour El-Bachir» d'El-Bayadh a indiqué que cette convention s'inscrit dans le cadre du renforcement de la coopération et des échanges scientifiques et pédagogiques entre les deux établissements, ainsi que du partage des expertises et des expériences et de l'exploitation commune des ressources humaines et matérielles disponibles. Cette démarche contribuera, a-t-il souligné, à l'amélioration de la qualité de la formation et de l'enseignement supérieur et au soutien de la recherche scientifique. La convention prévoit également l'établissement d'un partenariat pédagogique et scientifique et le développement de la coopération dans les domaines de l'entrepreneuriat et de l'innovation, à travers notamment le soutien aux projets innovants et la contribution au développement des incubateurs universitaires, ainsi que l'accompagnement des start-up et des porteurs de projets. Elle permettra, en outre, de favoriser les échanges de connaissances et d'expériences entre enseignants et étudiants, d'encourager les différentes formes de coopération, d'encadrement et d'échanges scientifiques et pédagogiques, tout en renforçant la complémentarité dans la mobilisation des ressources humaines et matérielles des deux établissements au service de leurs objectifs académiques et scientifiques communs. Il convient de rappeler que le secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique dans la wilaya d'El-Bayadh a été renforcé, à l'occasion de la rentrée universitaire en cours, par l'ouverture d'une annexe de l'Ecole normale supérieure relevant de l'ENS de Saïda.

Boumerdès

Ensemencement de plus de 700.000 alevins en cages flottantes

Une vaste opération d'ensemencement de plus de 700.000 alevins de poisson (daurade royale et loup de mer), en cages flottantes en mer a été lancée à Boumerdès, a-t-on appris, dimanche, de la Direction de wilaya de la pêche et des ressources halieutiques. Selon le directeur local du secteur, Kadri Cherif, l'opération, lancée samedi et prévue sur 15 jours, concerne une ferme privée d'aquaculture en cages flottantes située sur la partie-Est du littoral de la commune de Zemmouri, à l'est de la wilaya. Il s'agit de la 2e opération du genre menée dans cette ferme. Elle s'inscrit dans un programme visant à ensemen- cer, avant la fin de l'année 2026, le plus grand nombre possible d'alevins de différentes espèces dans les exploitations et fermes aquacoles en cages flottantes réparties le long du littoral de Boumerdès. Le responsable prévoit une production d'au moins 400 tonnes de poissons/an, une quantité appelée à augmenter progressivement après l'achèvement de l'ensemencement de la totalité des alevins programmés au niveau de cette ferme. Cette opération vise à développer l'aquaculture marine en cages flottantes, préserver la biodiversité des espaces marins, encourager la pratique de l'aquaculture auprès des jeunes et contribuer à l'activité touristique à travers la valorisation de ces espaces maritimes. Elle devrait également contribuer à augmenter la production halieutique, générer des revenus supplémentaires pour les professionnels, réduire les coûts de production et favoriser l'approvisionnement des marchés en poisson à des prix accessibles pour tous.

Maladie de Hashimoto

Les signes à reconnaître et les bons réflexes

Fatigue persistante, frilosité, prise de poids inexpliquée, peau sèche ou encore cheveux qui s'affinent... Ces symptômes, souvent banalisés, peuvent parfois être liés à un dysfonctionnement de la thyroïde. Parmi les maladies thyroïdiennes les plus fréquentes figure la maladie de Hashimoto, une affection auto-immune qui touche la glande thyroïde et peut progressivement conduire à une hypothyroïdie.

Selon les experts, la maladie de Hashimoto, également appelée thyroïdite auto-immune chronique, survient lorsque le système immunitaire s'attaque par erreur aux cellules de la thyroïde. Avec le temps, cette réaction peut réduire la production des hormones thyroïdiennes, indispensables au bon fonctionnement de nombreux organes. La maladie peut évoluer silencieusement pendant plusieurs années avant que les premiers signes apparaissent. Lorsque la thyroïde devient moins active, différents symptômes peuvent se manifester : fatigue inhabituelle, sensation de froid, prise de poids, constipation, peau sèche, cheveux plus fins, douleurs musculaires ou articulaires, ralentissement du rythme cardiaque ou difficultés de concentration. Chez certaines femmes, des règles irrégulières ou des difficultés à concevoir peuvent également être observées. Dans certains cas, la thyroïde augmente de volume et provoque un goitre. Mais attention : aucun de ces signes ne permet à lui seul de diagnostiquer Hashimoto, car ils peuvent être associés à de nombreuses autres situations.

Pour savoir si la thyroïde fonctionne normalement, le médecin commence généralement par une simple prise de sang. Cet examen permet de vérifier si la thyroïde produit suffisamment d'hormones. Si les résultats montrent une anomalie, d'autres analyses peuvent être demandées afin de comprendre son origine et de rechercher notamment une réaction du système immunitaire contre la thyroïde. Dans certains cas, une échographie du cou peut également être réalisée, notamment lorsque la thyroïde semble gonflée ou lorsqu'une grosseur est détectée.

La présence de signes liés à Hashimoto ne signifie pas forcément que la maladie est installée ou qu'un traitement est nécessaire. Certaines personnes peuvent avoir des défenses immunitaires dirigées contre la thyroïde tout en conservant un fonctionnement normal de celle-ci. Dans ce cas, le médecin peut simplement recommander une surveillance régulière. L'essentiel est donc de ne pas se fier uniquement aux symptômes et de demander un avis médical en cas de doute.

Peut-on prévenir Hashimoto ?

C'est l'une des principales questions que se posent les personnes concernées. À ce jour, il n'existe pas de moyen permettant d'empêcher avec certitude l'apparition de la maladie de Hashimoto. Des facteurs génétiques et environnementaux peuvent intervenir, et le risque peut être plus important chez les personnes ayant des antécédents familiaux de

Maladie auto-immune encore méconnue du grand public, Hashimoto peut rester silencieuse durant des années avant de perturber le fonctionnement de la thyroïde. Derrière une fatigue persistante ou des changements inexpliqués de l'organisme, un dérèglement thyroïdien peut parfois être en cause, d'où l'importance d'un diagnostic médical.



maladies thyroïdiennes ou certaines maladies auto-immunes.

Selon les experts, la prévention repose donc surtout sur la vigilance et le dépistage lorsqu'il existe des symptômes ou des facteurs de risque. Une alimentation équilibrée et un apport suffisant en iode sont importants pour le fonctionnement normal de la thyroïde, mais il ne faut pas tomber dans l'excès. L'iode est indispensable à la production des hormones thyroïdiennes, mais des apports trop importants peuvent également perturber son fonctionnement. L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) accorde une place importante à la prévention des troubles liés à la carence en iode. Elle utilise notamment la concentration d'iode dans les urines pour évaluer le statut en iode des populations. Il est donc déconseillé de prendre de l'iode sous forme de compléments alimentaires sans avis médical, notamment lorsqu'une maladie thyroïdienne est déjà connue. L'objectif n'est pas de consommer « plus d'iode », mais d'en avoir un apport adapté aux besoins. Lorsque Hashimoto entraîne une hypothyroïdie, le traitement de référence est la lévothyroxine. Il s'agit d'une hormone de synthèse qui remplace celle que la thyroïde ne produit plus en quantité

suffisante. La dose est adaptée à chaque patient et contrôlée grâce à des analyses sanguines, notamment la TSH. Le traitement permet généralement de corriger le déficit hormonal et d'améliorer les symptômes liés à l'hypothyroïdie. Mais il doit être pris et ajusté sous contrôle médical. Il ne faut ni modifier la dose ni interrompre le traitement de sa propre initiative. Ainsi, face à une fatigue durable, une prise de poids inexpliquée, une frilosité inhabituelle ou plusieurs symptômes évocateurs, mieux vaut en parler à un médecin plutôt que de conclure soi-même à une maladie de Hashimoto. Un simple bilan sanguin permet d'évaluer le fonctionnement de la thyroïde et d'orienter la prise en charge. Une attention particulière est également nécessaire pendant la grossesse ou en cas de projet de grossesse, les hormones thyroïdiennes jouant un rôle important dans le développement du fœtus. Chez les personnes déjà diagnostiquées, un suivi médical régulier permet d'adapter le traitement si nécessaire. Enfin, les spécialistes recommandent d'éviter l'automédication, notamment les compléments fortement dosés en iode, sans avis médical.

R.S.

Journée mondiale du tourisme à Constantine

Affluence des visiteurs étrangers

De nombreux visiteurs étrangers de différentes nationalités, ont visité la manifestation organisée depuis jeudi après-midi au palais Ahmed-Bey de Constantine à l'occasion de la Journée mondiale du tourisme, a indiqué dimanche la directrice du musée, Mme Meriem Guebailia.

Des visiteurs étrangers, notamment d'Italie, d'Espagne, de Turquie, d'Égypte, d'Indonésie et de Chine, ont ainsi découvert les différents espaces de cette manifestation, organisée par la Direction du tourisme et de l'artisanat en coordination avec la Chambre de l'artisanat et des métiers (CAM) et le musée public national des arts et expressions culturelles traditionnelles Ahmed-Bey, a précisé la même responsable.

Dans le cadre de cette manifestation, une rencontre intellectuelle intitulée «La transformation numérique et le tourisme durable, vers une stratégie numérique pour renforcer la destination nationale» a été organisée dimanche avec la participation d'universitaires et de professionnels des secteurs du tourisme et de l'artisanat, autour notamment des perspectives offertes par le numérique pour promouvoir la destination nationale, at-on noté. Placée sous le thème «Le numérique et l'intelligence artificielle pour repenser le tourisme», cette manifestation a réuni différents acteurs du secteur, notamment des artisans (une trentaine), des agences de voyages, des établissements hôteliers et de restauration, ainsi que d'autres professionnels concernés, à-on rappelé. L'exposition devant être clôturée lundi, constitue une occasion de promouvoir les produits et savoir-faire locaux et de faire découvrir aux visiteurs les différentes facettes du patrimoine touristique, culturel et artisanal de Constantine, selon le directeur de la CAM, Abdelghani Sifer. Elle met également en valeur les savoir-faire artisanaux transmis à travers les générations et contribue à renforcer l'attractivité de la destination constantinoise, at-on conclu.

Jumelage médical interne à El-Bayadh

Une caravane médicale spécialisée à destination de Tousmouline

Une caravane médicale spécialisée a été organisée, dimanche, dans la wilaya d'El-Bayadh, à destination de la commune de Tousmouline, dans le cadre du programme de jumelage médical interne entre l'Etablissement public hospitalier (EPH) de Bougtob et l'Etablissement public de santé de proximité (EPSP) d'El Kheiter, ont indiqué les responsables de cette opération.

M. Houbad Moulay, directeur de l'Etablissement public hospitalier « Chahid Kadi-Mohamed », dit

Commandant- Boubekeur», à Bougtob, a précisé à l'APS, que cette opération médicale s'est déroulée au niveau de la polyclinique de la commune de Tousmouline. Elle a notamment porté sur des consultations médicales spécialisées au profit des habitants de la région, sous la supervision d'une équipe médicale composée de spécialistes en chirurgie générale, en pédiatrie, en gastro-entérologie et en pneumologie. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du programme de jumelage médical organisé périodiquement à travers les différentes régions et communes de la wilaya, tant dans le cadre du ju-

melage interne entre les établissements du secteur ou du jumelage externe associant les établissements hospitaliers de la wilaya à leurs homologues d'autres wilayas, et ce, dans le cadre des efforts visant à rapprocher les services de santé des citoyens, a-t-on fait savoir de même source. Dans le même contexte, et dans le cadre des efforts visant à promouvoir et à améliorer les services de santé dans la wilaya, l'Etablissement hospitalier public de Bougtob a renforcé, récemment, par plus de 20 praticiens médicaux et paramédicaux issus de la formation spécialisée de l'année 2026. Le recrutement a concerné

plusieurs spécialités, notamment les sages-femmes, les infirmiers de santé publique, les spécialistes en nutrition, les spécialistes en kinésithérapie et physiothérapie, ainsi que les manipulateurs en imagerie médicale et les techniciens de laboratoire de santé publique. Cette opération s'inscrit dans le cadre du renforcement des différents services de l'établissement en compétences et en ressources humaines nécessaires, ce qui devra contribuer à améliorer les conditions de prise en charge des patients et à rehausser le niveau des prestations de santé dispensées, selon la même source.

ONU
Plus de 55.000
Soudanais ont fui vers
le Tchad depuis janvier

Plus de 55.000 Soudanais ont fui vers le Tchad depuis le début de l'année en cours en raison du conflit dans leur pays, a indiqué vendredi le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). Au cours de la semaine dernière, le rythme des arrivées s'est fortement accéléré, avec plus de 400 personnes par jour franchissant les zones frontalières d'Adré et de Tiné, dans l'est du Tchad, a relevé le HCR dans un communiqué. «C'est 20 fois plus qu'au cours des derniers mois», a indiqué à la presse Mamadou Dian Balde, coordinateur régional au HCR pour la crise au Soudan. A Tiné, le centre de transit accueille déjà plus de 4.300 réfugiés et fait face à d'importants besoins en services essentiels, tandis que des femmes et des filles rapportent de graves violences sur leur chemin vers le Tchad, a expliqué le HCR. Le conflit au Soudan oppose depuis avril 2023 l'armée aux Forces de soutien rapide (FSR) et a fait plus de 200.000 morts, selon les travailleurs humanitaires. «Le Soudan reste le théâtre de la plus grande crise de déplacements de population au monde, avec quelque 11,3 millions de personnes déplacées de force depuis le début du conflit, dont 6,4 millions à l'intérieur du pays», a précisé le HCR. Selon l'agence onusienne, la situation «est particulièrement critique dans les Etats du Darfour». Mais l'organisation s'inquiète de plus en plus de l'évolution de la situation dans les Etats du Kordofan et du Nil Bleu, «où les combats et l'insécurité, notamment les frappes aériennes et les attaques de drones, poussent de plus en plus de personnes à fuir et rendent l'accès humanitaire encore plus difficile». Les chocs climatiques, notamment la sécheresse, aggravent les difficultés de subsistance, tandis que la saison des pluies à venir pourrait entraîner davantage de déplacements au Darfour, a-t-elle souligné. Face à cette nouvelle vague d'arrivées, le HCR appelle à renforcer rapidement l'aide humanitaire destinée aux réfugiés et aux communautés qui les accueillent au Tchad. L'accès à l'eau, à la nourriture, aux soins de santé et à la protection demeure une priorité, alors que l'afflux de réfugiés exerce une pression supplémentaire sur des ressources déjà limitées. L'agence onusienne souligne également la nécessité de garantir la sécurité des femmes et des enfants, particulièrement exposés aux violences et aux risques d'exploitation durant leur fuite.

NÉPAL
Deux morts et plusieurs
disparus dans une
avalanche au camp de
base Himlung

Deux corps ont été retrouvés dimanche matin après qu'une avalanche a frappé la zone du camp de base du mont Himlung dans le district montagneux de Manang, au Népal, a déclaré la police népalaise. L'avalanche a balayé le camp de base de cette montagne haute de 7.126 mètres et enterré plusieurs tentes où logeaient les guides d'expédition et le personnel de soutien d'une équipe préparatoire pour les observations et préparatifs nécessaires avant la saison des ascensions d'automne. La police népalaise a fait savoir, dans une publication sur les réseaux sociaux, que deux corps avaient été retrouvés après l'avalanche, tandis que les opérations de recherche et de secours se poursuivaient. Les sociétés d'expédition concernées ont indiqué que plusieurs de leurs employés qui se trouvaient au camp de base pour fixer des cordes et monter des tentes étaient toujours portés disparus. Le chef du district de Manang, Mukti Prasad Khanal, a précisé que des hélicoptères avaient été déployés pour mener les opérations de secours. L'incident a eu lieu alors que de mauvaises conditions météorologiques et de fortes pluies touchaient certaines régions du Népal, y compris Manang.

Tempête au nord-est des Etats-Unis

Plus de 130 000 usagers sans électricité

Le nord-est des États-Unis fait face à une forte tempête accompagnée de pluies intenses, de vents violents et de risques d'inondations, faisant au moins un mort et privant plus de 130 000 usagers d'électricité.



Une forte tempête frappe dimanche le nord-est des États-Unis, arrosé par des pluies diluviennes et balayé par des vents puissants, qui ont fait au moins un mort et privé d'électricité des dizaines de milliers d'usagers. Les grandes villes de New York, Boston et Philadelphie se trouvent sur la trajectoire de cette tempête et les autorités ont mis en garde contre d'éventuelles inondations majeures et des fermetures de routes. Les rafales pourraient dépasser les 70 km/h le long de la côte Est, avec des pointes à 130 km/h dans l'État de New York, selon le dernier bulletin des services météorologiques nationaux (NWS). La tempête devrait progressivement faiblir dans la

soirée et se déplacer vers l'est lundi, puis bifurquer vers le nord. La pluie continue de tomber, avec d'intenses précipitations dans l'État de New York, notamment sur Long Island, et dans le sud de la région de la Nouvelle-Angleterre. Des inondations côtières devraient survenir en pleine marée haute le long du New Jersey et du Delaware dans la matinée, tandis qu'une alerte aux inondations est en vigueur sur une grande partie de l'est du Massachusetts et du Rhode Island. «Les conditions sont extrêmement dangereuses. Quiconque irait dans ou près de l'eau ce week-end mettrait littéralement sa vie en jeu», a prévenu la gouverneure de l'État de New York, Kathy Hochul, lors d'un point presse samedi. «Nous nous attendons à des vagues pouvant atteindre six mètres dans certaines zones.

» Le maire de New York, Zohran Mamdani, a mis en garde les habitants de la ville la plus peuplée du pays contre de fortes rafales de vent et le risque de lignes électriques endommagées. «Ne vous déplacez pas si vous n'y êtes pas obligés», a-t-il insisté. Dans le quartier de Brooklyn, un homme de 56 ans a été tué par la chute d'un arbre samedi, selon les médias américains. Plus de 130 000 usagers étaient privés d'électricité dans les États de New York, du New Jersey, du Connecticut, du Massachusetts, du Rhode Island et de Pennsylvanie à 10 h 30 locales dimanche (13 h 30 GMT), selon le site spécialisé PowerOutage.com. Des centaines de vols ont été annulés et des retards persistants ont été signalés dans toute la région, selon le site de suivi FlightAware.

Acquisition d'actifs énergétiques au Bénin

La BOAD approuve un financement de 17,5 milliards de francs CFA

La Banque ouest-africaine de développement (BOAD) a approuvé un financement de 17,5 milliards de francs CFA (environ 30,5 millions de dollars) en faveur de Yattassaye & Company Energy Invest pour l'acquisition de participations et d'infrastructures énergétiques au Bénin, selon un communiqué de l'institution financière

sous-régionale publié vendredi à Cotonou. Cette décision a été prise lors de la 152e session du conseil d'administration de la BOAD, tenue jeudi à Lomé, au Togo, précise le communiqué. Le financement porte sur l'acquisition d'un portefeuille d'actifs stratégiques comprenant notamment des dépôts de stockage de pétrole et de gaz, un quai pétrolier ainsi qu'un réseau de stations-service. Cette

opération vise à renforcer la présence du groupe YATT&CO en Afrique de l'Ouest et à favoriser le maintien du capital et de la valeur ajoutée sur le continent, selon la même source. La coopération entre la BOAD et le Bénin porte notamment sur le financement de projets structurants et le renforcement des secteurs stratégiques du pays.

SERBIE Le président Aleksandar Vucic démissionne et brigue le poste de Premier ministre

Le président serbe Aleksandar Vucic a annoncé dimanche sa démission afin de mener la campagne législative de son parti et briguer le poste de Premier ministre lors des élections législatives prévues en octobre prochain. «Je démissionne de mes fonctions de président», a déclaré M. Vucic devant le palais présidentiel. «Demain matin, je remettrai mon mandat au président de l'Assemblée nationale», at-il ajouté. Elu président pour la première fois en 2017 et réélu en mai 2022, M. Vucic a écourté son mandat de cinq ans pour mener campagne en vue du poste de Premier ministre, même si la loi ne l'obligeait pas à démissionner.

«Je veux me présenter comme un homme ordinaire, comme l'un des membres du peuple», a déclaré M. Vucic.

Il dirige désormais la liste électorale de son parti de droite, le Parti progressiste serbe (SNS). En vertu de la loi, la présidente du Parlement, Ana Brnabic, assure désormais l'intérim de la présidence pour une durée maximale de trois mois, période durant laquelle une élection présidentielle doit être convoquée.

CAN 2027/Burundi-Algérie à Bujumbura

Les Verts en quête de confirmation

Quatre jours après une entame idéale dans ces éliminatoires de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN 2027), la sélection algérienne replonge immédiatement dans le bain de la compétition officielle. Vainqueurs de la Zambie (3-1) vendredi dernier au stade Hocine-Aït-Ahmed de Tizi-Ouzou, les Verts se déplacent cet après-midi à Bujumbura avec un double enjeu de taille : enchaîner un second succès consécutif loin de leurs bases et conserver jalousement leur fauteuil de leader.



Au classement provisoire du groupe I, l'Algérie partage actuellement la première place avec le Togo, les deux sélections affichant trois unités au compteur. Lors de la première levée, les Eperviers togolais étaient allés s'imposer d'une courte tête au Burundi (1-0). Pour les hommes de Brahim Hemdani, l'objectif est donc parfaitement clair : ramener un résultat positif de ce voyage périlleux pour faire un pas supplémentaire vers la qualification continentale. Au-delà de la comptabilité, c'est surtout le contenu proposé face aux Chipolopolos zambiens qui a enthousiasmé les observateurs et validé les premiers choix du nouveau sélectionneur national. Les coéquipiers d'Anis Hadj Moussa ont affiché de superbes dispositions dans l'animation, traduisant une volonté claire de construire, de presser haut et de se projeter rapidement vers le camp adverse. Brahim Hemdani tentera de prolonger cette dynamique séduisante, même si le contexte de ce deuxième match s'annonce passablement différent. Le technicien national devra en effet composer avec un groupe réduit à 24 éléments et enregistré des

pertes notables dans sa rotation.

Un effectif amoindri par les pépins physiques et les choix extra-sportifs

La principale ombre au tableau concerne le secteur offensif avec la défection d'Amine Gouiri. L'attaquant vedette, touché à la cuisse gauche, a dû céder sa place dès la 18e minute de jeu face à la Zambie et est officiellement forfait pour ce déplacement. Une absence de taille qui devrait logiquement profiter au jeune avant-centre Amin Chiakha, entré en jeu en cours de match à Tizi-Ouzou et qui représente la solution de rechange idéale pour porter le danger sur la cage adverse. À cette blessure s'ajoute le cas plus délicat de Rayan Aït-Nouri. Le latéral gauche de Manchester City a été libéré du rassemblement par le staff technique et ne foulera pas la pelouse du stade Intwari. Si la Fédération Algérienne de Football (FAF) n'a pas officiellement détaillé les motifs de ce départ anticipé, plusieurs sources concordantes font état de choix disciplinaires et comportementaux suite à sa gestion de son statut de remplaçant lors de la première rencontre.

Les «Hirondelles» du Burundi face à l'impératif de rébellion

En face, la sélection burundaise aborde cette confrontation sous haute pression. Surnommés les «Intamba mu Rugamba» (les Hirondelles), les coéquipiers de la sélection locale n'ont plus le droit à l'erreur après leur revers inaugural concédé à Lomé (1-0). Actuellement 142es au classement FIFA, les Burundais savent qu'une seconde défaite consécutive compromettrait très sérieusement leurs chances de qualification dans cette poule. Évoluant sur la pelouse du stade Intwari de Bujumbura, une enceinte traditionnellement bouillante et acquise à leur cause, les locaux parieront sur un bloc équipe compact, un engagement physique de tous les instants et des transitions ultra-rapides. Les Verts devront impérativement éviter le piège d'un match cadennassé et faire preuve de patience, d'autant que le Burundi possède déjà un passif d'expérience à l'échelon continental, à l'image de sa participation historique à la phase finale de la CAN 2019.

H.M.

Qualifications CAN-2027 U20

L'EN dispose de la Libye

La sélection algérienne des moins de 20 ans (U20) s'est imposée face à son homologue libyenne 3-1 (mi-temps : 0-0), en match disputé dimanche au Suez Canal Stadium d'Ismailia (Égypte), compte tenu pour la 2e journée du tournoi de l'Union nord-

africaine de football (UNAF), qualificatif à la Coupe d'Afrique des nations CAN-2027, prévu au Ghana. Tout s'est joué en seconde période. Les Algériens ont ouvert le score grâce à Mohamed Seddik (56'), avant que le capitaine Yanis Sellami ne fasse le break d'une belle tête (73'). Yacine Aïche a marqué le troisième mais en fin de match (88'). La Libye a réduit le score dans le temps additionnel par Mohamed El-Hamadi (90'+3). Lors de son entrée en lice, jeudi, l'Algérie avait fait match nul devant la Tunisie (1-1), alors que la Libye s'est inclinée face à

l'Égypte (2-0). L'Algérie s'empare provisoirement de la tête du classement avec 4 points, devant l'Égypte (3 points). La Tunisie suit derrière à la troisième place avec un seul point, alors que la Libye ferme la marche avec 0 point. Les juniors algériens enchaîneront en affrontant le Maroc, mercredi (14h30) pour le compte de la troisième journée. Pour ce tournoi, le sélectionneur national Hocine El-Orfi a retenu 24 joueurs.

Frosinone

Le club compte prolonger Ghedjemis

Alors que son nom avait circulé avec insistance dans les couloirs du mercato européen cet été, Farès Ghedjemis pourrait finalement poursuivre son aventure avec Frosinone. Le club italien travaille actuellement sur une prolongation du contrat de l'attaquant algérien, pourtant déjà lié à la formation jusqu'en juin 2028. D'après les dernières informations rapportées par le journaliste spécialisé dans le mercato Nicolo Schira, les discussions entre les deux parties avancent favorablement et un accord serait désormais proche. La tendance est également confirmée par Tuttosport, qui évoque la possibilité d'un nouveau contrat courant jusqu'en 2030 ou 2031. Cette prolongation devrait également s'accompagner d'une amélioration des conditions financières du joueur. À travers cette démarche, Frosi-

none souhaite surtout sécuriser la situation de l'un de ses éléments importants et mettre d'avantage de distance avec les clubs susceptibles de revenir à la charge. Cette volonté intervient alors que le club italien entame une nouvelle étape de son projet après son retour en Serie A et l'arrivée d'un groupe d'investissement américain devenu actionnaire majoritaire. Ghedjemis pourrait ainsi s'inscrire dans cette nouvelle dynamique à moyen et long terme. Le scénario est d'autant plus notable que le nom de l'attaquant algérien avait été régulièrement associé à plusieurs clubs européens durant le dernier mercato. Monaco s'était notamment intéressé à sa situation, tandis que Besiktas, le Celtic et les Glasgow Rangers avaient également suivi le dossier avec attention. Malgré ces différentes pistes, aucune opération n'a finalement abouti, notamment en raison des exigences financières

de Frosinone.

À 24 ans, Ghedjemis pourrait donc voir son avenir prendre une autre tournure. Alors que plusieurs portes semblaient s'ouvrir cet été, l'attaquant algérien se dirige désormais vers une prolongation qui pourrait lui permettre de poursuivre son développement en Italie et de devenir l'un des éléments importants du nouveau projet de Frosinone.



L2- 2e journée

La JSA bat la JSMS

La JS Azazga s'est imposée face à la JSM Skikda 1-0 (mi-temps : 1-0), en match disputé dimanche au stade Tirsatine à Azazga, en clôture de la 2e journée (groupe Centre-Est) de la Ligue 2 amateur de football. L'unique but de la partie a été inscrit à la 11e minute de jeu grâce au défenseur Zidane Mebarakou.

À l'issue de ce succès, le nouveau promu rejoint la tête du tableau avec 4 points, en compagnie du MO Béjaia, le NRBB Oulbane, l'AS Khroub et le Paradou AC, alors que la JSMS reste scotchée à la 6e place avec 3 unités.

Olympique Akbou

Bensmaïn nouvel entraîneur adjoint

L'Olympique Akbou (Ligue 1 Mobilis de football), a annoncé dimanche la nomination du technicien Saber Bensmaïn, au poste d'entraîneur adjoint de l'équipe première, dans un communiqué publié sur ses réseaux sociaux. Bensmaïn (50 ans), qui avait occupé notamment le poste de sélectionneur de l'équipe nationale des moins de 20 ans (U20), succède au technicien Abdelatif Bouazza, démissionnaire.

L'Olympique Akbou, dirigé par Abdelkader Amrani, avait idéalement lancé sa saison en s'imposant en déplacement face au promu, la JS El-Biar (2-0), avant de concéder deux défaites de rang, d'abord en déplacement face au MB Rouissat (2-0), puis à domicile contre l'USM Alger (3-2).

Athlétisme

Le MCA largement en tête des clubs algériens

Le Mouloudia d'Alger caracole en tête des clubs algériens d'athlétisme, devant le CR Belouizdad et l'ES Ben Aknoun, suivant le dernier classement national de la discipline, publié dimanche par la Fédération algérienne (Algérie Athlétisme). Le Doyen a engrangé 2448 points, se présente ainsi largement devant son premier poursuivant au classement, le CR Belouizdad, deuxième avec 1169 points, au moment où l'Etoile Sportive de Ben Aknoun complète le podium, avec 930 points. Le deuxième club de Ben Aknoun, la JSMA occupe actuellement la quatrième place dans ce classement, avec un total de 865 points, devant le NRD (5e, avec 728 points). Les sept premières places de ce classement sont toutes occupées par des clubs de wilaya d'Alger. L'AMC Béjaia est le premier club hors capitale à figurer sur ce peloton de tête. Il occupe actuellement le 8e rang.

Italie

Tonali appelle les cadres à protéger les jeunes

Le milieu de terrain italien Sandro Tonali a démontré son statut grandissant de leader au sein de la sélection de Roberto Mancini avant le match de Ligue des nations de l'UEFA contre la Turquie, mardi soir à Bursa. Titulaire lors de la défaite 2-1 contre la Belgique vendredi à Rome, le milieu de terrain de 26 ans a affirmé être totalement remis, physiquement et mentalement.



Tonali a souligné que l'Italie devait rebondir immédiatement pour décrocher ses premiers points dans cette campagne.

Le milieu de terrain a appelé à l'unité au sein du groupe pendant cette période de transition délicate.

Le joueur italien exige que les cadres assument la pression pour libérer les jeunes talents. S'exprimant devant les journalistes, Tonali a livré une analyse mûre de la dynamique du groupe italien, reconnaissant que l'équipe ne disposait pas d'un unique super talent capable de faire basculer un match instantanément. Il a appelé les figures expérimentées à assumer les critiques du public afin que les jeunes joueurs émergents puissent s'exprimer sur le terrain.

Tonali a insisté sur le fait que la progression tactique

exige un engagement pas à pas, sans attendre une perfection immédiate.

«Je me sens bien, j'ai récupéré à 100 %», a déclaré Tonali. «Nous n'avons pas bien joué vendredi et nous avons mérité de perdre. C'est à nous, les joueurs les plus expérimentés, d'assumer les moments difficiles et de permettre aux plus jeunes de jouer avec liberté et de grandir. Nous n'avons pas cette star capable de changer un match en dix secondes, donc nous devons avancer pas à pas.»

Il met en avant l'unité du groupe et son potentiel à long terme

Malgré les résultats récents, Tonali a affiché une confiance totale dans la solidarité collective du groupe et son éthique de travail. Il a souligné que la création d'automatismes au niveau international demande du temps et une répétition des matches, appelant sup-

porters et médias à faire preuve de patience.

Le milieu de terrain a affirmé que l'effectif possède suffisamment de qualité pour atteindre ses objectifs à long terme.

«C'est un groupe très sain, très jeune, et on ne peut pas tout attendre tout de suite», a ajouté Tonali. Il nous reste encore beaucoup de matches à jouer ensemble et nous devons continuer à travailler pour être encore davantage une équipe. Notre qualité finira par ressortir.»

Tonali se concentre désormais sur ses obligations du jour de match alors que l'Italie se prépare à entrer sur la pelouse de l'Ataturk Spor Kompleksi de Bursa. Mancini compte sur la discipline tactique du milieu de terrain pour dicter le tempo face à l'équipe énergique de Vincenzo Montella. L'Italie vise les trois points avant de se rendre à Paris pour affronter la France vendredi.

Liga

Deux nouvelles recrues pour le Barça ?

Les manœuvres du Barça pour renforcer son effectif ne s'arrêtent pas, puisque le club a commencé à étudier de nouvelles options au poste de latéral, en profitant du marché des joueurs en fin de contrat, dans un contexte où Hansi Flick et la direction sportive souhaitent rehausser le niveau de concurrence à ce poste sans supporter le coût de transferts colossaux. Le Barça dispose actuellement de plusieurs options sur les deux côtés, avec la présence d'Eric García, Jules Koundé et João Cancelo sur le flanc droit, tandis

qu'Alejandro Balde et Xavi Espot occupent le côté gauche. Toutefois, Flick et la direction du club n'excluent pas des changements futurs, notamment compte tenu de la difficulté à garantir un temps de jeu régulier à tous les éléments. Le poste de latéral gauche reste un sujet d'intérêt particulier, après que Balde a rencontré quelques difficultés en début de saison. Le Barça avait d'ailleurs cherché à renforcer ce poste durant l'été, et son nom avait été associé à des joueurs comme Alejandro Grimaldo, parti à l'Atletico de Madrid, et l'Italien Andrea Cambiaso, joueur de la Juventus, mais le coût du recrutement de ce dernier a rendu l'opération plus complexe.

Dans ce contexte émerge le nom de David Raum, capitaine de Leipzig et latéral gauche international al-

lemand, dont le contrat avec son club arrive à expiration, ce qui en fait l'un des noms à suivre du côté du Barça, d'autant plus que Flick connaît bien le joueur depuis son passage en Allemagne. Raum bénéficie d'une expérience internationale et d'un niveau constant, ce qui en fait une option potentielle pour offrir une concurrence solide sur le côté gauche, à un moment où Leipzig tente de le conserver et d'ouvrir des négociations en vue d'une prolongation de contrat. Le Barça surveille également la situation de Tyrick Mitchell, latéral de Crystal Palace et ancien international anglais, qui se dirige lui aussi vers le marché des transferts libres à la fin de son contrat, devenant ainsi l'une des options disponibles pour le club catalan.

Argentine

Paredes ne pense pas à arrêter

L'avenir international de Paredes avec l'Argentine se retrouve une nouvelle fois sous le feu des projecteurs après que le capitaine a mené Boca Juniors à une victoire renversante 3-2 contre le Racing Club en quarts de finale de la Copa Argentina dimanche soir. Le milieu de terrain expérimenté reste écarté du groupe de l'Argentine tout en purgeant une suspension de dix matches infligée par la FIFA à la suite d'altercations après la finale de la Coupe du monde 2026. Cette longue suspension n'a fait qu'intensifier les spéculations selon lesquelles la carrière internationale du joueur de 32 ans pourrait approcher de sa fin.

S'exprimant devant les médias après le triomphe en coupe nationale, l'ancien milieu de terrain du Paris Saint-Germain a souligné qu'il se considérait toujours comme une partie intégrante du groupe de Lionel Scaloni. Clarifiant son engagement envers la sélection, Paredes a déclaré, comme le rapporte ESPN Argentina: «Je n'ai pas encore parlé au sélectionneur, mais je passerai probablement au centre d'entraînement pour dire bonjour et voir comment tout se passe. Evidemment, j'ai le sentiment de faire partie de l'équipe là-bas ; si je n'étais pas suspendu, j'y serais.»

La trêve internationale actuelle marque un chapitre chargé d'émotion pour le football argentin, alors que Messi se prépare à faire sa dernière apparition officielle avec la sélection nationale. Paredes avait semé le doute sur son propre avenir international il y a environ un mois, conscient de la longue suspension qui l'attend encore. Cependant, l'orientation à long terme de l'Albiceleste a été renforcée par la fédération, qui a proposé à Scaloni une prolongation de contrat de deux ans, assortie d'une option pour rester en poste jusqu'en 2030.

L'Argentine doit accueillir la Bolivie au stade Mario Alberto Kempes avant d'affronter le Burkina Faso à El Monumental lors de ses prochains matches amicaux. Le moment fort de cette fenêtre arrivera lorsque les champions du monde 2022 affronteront le Bénin à Buenos Aires pour les adieux historiques de Messi sous les couleurs nationales.

Bastian Schweinsteiger, ex-joueur de la Mannschaft

«Nous sommes rentrés dans le rang»

Après la défaite de la Mannschaft contre la Grèce, Bastian Schweinsteiger dresse un constat amer de l'équipe de l'entraîneur Jürgen Klopp. Dans son rôle de consultant pour l'ARD, le champion du monde 2014 a analysé la performance de l'équipe d'Allemagne avec des mots forts et n'a pas hésité non plus à mettre le doigt là où ça fait mal. «Nous ne sommes plus une grande équipe, nous sommes rentrés dans le rang. Nous n'avons pas réussi à mettre l'adversaire dans des conditions telles qu'il se passe quelque chose», a déclaré Schweinsteiger au micro de l'ARD. Même si de bonnes choses étaient visibles par séquences, l'équipe d'Allemagne ne produirait globalement pas «assez de pression» pour mettre des adversaires de qualité en difficulté. Lors du match nul 1-1 contre les Pays-Bas jeudi dernier, la sélection allemande l'avait encore «mieux fait», a estimé Schweinsteiger. Dans l'ensemble, l'ancien milieu de terrain du Bayern Munich regrettait toutefois l'absence de joueurs «qui font la dif-

férence». Dans l'équipe grecque, il les a identifiés en Konstantinos Kareltsas, Christos Tzolis ou Vangelis Pavlidis. Mais il ne s'agirait expressément pas d'une critique envers le sélectionneur national Klopp. Après tout, le sélectionneur avait convoqué de nombreux joueurs qui, pour certains, n'avaient encore jamais évolué ensemble sur le terrain. «Klopp n'est pas un magicien. C'est un travail acharné. Mais les joueurs doivent aussi se remettre un peu en question : est-ce tout ?», a ajouté Schweinsteiger. Interrogé sur les critiques de son ancien coéquipier en sélection, le capitaine Joshua Kimmich a expliqué que l'équipe était actuellement très loin d'être une grande équipe. «Il faut le dire. Ce qui caractérise une telle équipe, c'est qu'elle bat des adversaires supposés plus faibles, et nous ne l'avons pas fait. Nous n'avons pas battu les Pays-Bas et nous avons perdu aujourd'hui. Mais ce n'est pas décisif maintenant.» Contre le champion d'Europe 2004, l'équipe d'Allemagne a certes été légèrement supérieure sur l'ensemble des 90 minutes, mais elle n'est pas parvenue à

convertir sa domination dans le jeu en occasions de but. La Grèce, de son côté, s'est procuré à plusieurs reprises des contres dangereux, comme sur le 0-1 décisif inscrit par Dimitrios Kourbelis à la 74e minute. Avec cette défaite, l'équipe de Klopp occupe désormais la troisième place du groupe 2 de la Ligue des nations après deux journées.



« ALEA JACARANDAS » À LA CINÉMATHÈQUE DE BÉJAÏA

Sur les traces d'un père, à travers les rues d'Alger

NASSIM TERKI

Dès les premières images, Alea Jacarandas installe un principe simple : marcher dans Alger pour mieux la regarder. Le déplacement devient alors une manière de faire émerger des souvenirs, des lieux et des fragments d'une histoire familiale. Le choix du jacaranda n'est pas anodin. L'arbre accompagne la déambulation et relie différents espaces de la capitale, tout en renvoyant à l'univers littéraire d'Ameziane Ferhani.

Pour Hassen Ferhani, le film repose sur plusieurs niveaux qui se répondent. Il y a d'abord Alger, observée à travers le regard de son père, écrivain et journaliste. Il y a ensuite la relation entre les deux hommes, faite de proximité, de transmission et de regards croisés. Enfin, il y a l'absence, puisque le père disparaîtra avant que le film ne soit terminé. Le réalisateur explique que le jacaranda lui a permis d'adopter une autre manière de parcourir la capitale. Chaque arbre pouvait conduire vers un quartier, une rue ou un souvenir. Mais le motif possède également une dimension plus profonde. Dans le travail de son père, le jacaranda renvoie notamment à une période où certains éléments du paysage semblaient disparaître du champ de vision collectif. Cette idée rejoint directement la pratique du cinéma. Filmer, c'est choisir un cadre, décider ce qui mérite d'être regardé et accepter que certaines choses restent hors champ. Le jacaranda devient ainsi un moyen de poser cette question du regard. Dans une ville dominée par le blanc de ses façades, les floraisons violettes de l'arbre introduisent également une présence visuelle particulière. La relation entre le père et le fils ne se limite pas au contenu du film. Elle touche également à la naissance même de la vocation du réalisateur. Hassen Ferhani se souvient notamment du premier caméscope que son père lui avait offert. Dans les années 1990, les images enregistrées sur VHS constituaient pour lui une ouverture vers d'autres horizons.

Ce qui pouvait alors apparaître comme un simple objet destiné à jouer devient progressivement un instrument de création. Le cinéaste reconnaît dans cette expérience l'une des origines de son rapport à l'image.

La transmission ne passe toutefois pas uniquement par la caméra. Elle passe aussi par les livres.

Hassen Ferhani raconte avoir commencé à lire relativement tard, mais avoir été influencé par le simple fait de voir son père lire. L'héritage familial apparaît ainsi moins comme un enseignement direct que comme un ensemble de gestes et de pratiques observés au quotidien.

Cette dimension explique également le choix du réalisateur d'apparaître lui-même dans le film. Au départ, il envisageait de rester principalement derrière la caméra et de porter le récit par la voix off. Il a finalement choisi d'être présent à l'image afin d'assumer pleinement sa place dans cette histoire. Le tournage avec son père n'aura duré que huit jours. Parmi les souvenirs qui restent de cette période, Hassen Ferhani évoque une phrase prononcée par Ameziane Ferhani au dernier jour : il lui avait dit qu'il pensait avoir compris le film que son fils cherchait à réaliser. Le réalisateur ne lui avait pas demandé ce qu'il avait exactement compris. Mais cette remarque avait compté pour lui. Elle établissait, en quelque sorte, un dialogue entre le père et le fils autour d'un projet dont ils ne percevaient peut-être pas encore toutes les dimensions. La disparition d'Ameziane Ferhani allait ensuite modifier profondément la trajectoire du film. Il restait à poursuivre le travail sans celui qui en constituait pourtant l'un des personnages centraux. Hassen Ferhani ne cache pas la difficulté de cette période. Reprendre la caméra après la mort de son père a été une épreuve. Mais il évoque également une sorte d'engagement pris entre eux : celui de mener le projet à son terme.

Cette volonté donne au film une dimension supplémentaire. Il ne s'agit plus seulement de poursuivre un tournage, mais de respecter une parole et de continuer une œuvre commencée à deux. Pour le cinéaste, cette expérience renvoie plus largement à la nécessité de ne pas abandonner un projet simplement parce que son accomplissement devient difficile. La présence de la tombe du père dans le film s'inscrit dans cette continuité. Le recueillement n'est pas traité comme une rupture avec le récit consacré à Alger. Au contraire, le réalisateur considère que cette séquence prolonge le portrait de la ville.

La disparition devient ainsi une partie de l'histoire racontée. Le père n'est plus présent physiquement, mais son regard, ses écrits et les lieux qu'il a fréquentés continuent d'accompagner le film. Cette approche explique aussi la place accor-

Avec Alea Jacarandas, Hassen Ferhani revient sur une histoire personnelle qui prend progressivement la dimension d'un récit consacré à Alger, à sa mémoire et à ceux qui l'ont habitée. Le réalisateur y accompagne son père, Ameziane Ferhani, romancier et journaliste, dans une promenade à travers la capitale. Au fil des rues et des jacarandas, le film fait apparaître une relation entre deux générations, mais aussi une réflexion sur le regard, la transmission et la disparition. Présenté samedi soir à la Cinémathèque de Béjaïa, le documentaire a été suivi d'un échange avec le réalisateur.



dée à l'intimité. Hassen Ferhani assume le fait de montrer certains moments personnels, estimant que cette proximité est nécessaire pour raconter véritablement une relation. Mais l'intime n'est pas une fin en soi : à travers l'histoire particulière d'un père et de son fils, le réalisateur cherche à faire émerger des sentiments et des expériences auxquels chacun peut se reconnaître.

Alea Jacarandas devient alors à la fois un film sur Alger, un hommage à un père et une réflexion sur ce qui se transmet d'une génération à l'autre. La ville sert de territoire commun. Les arbres deviennent des repères. La caméra, elle, assure la continuité entre celui qui écrivait et celui qui filme. Présenter le film à Béjaïa revêtait également une signification particulière pour Hassen Ferhani, qui retrouvait le festival près de vingt ans après une précédente participation. Le réalisateur s'est dit heureux de retrouver une salle

réunissant des publics de différentes générations. Familles, jeunes et personnes âgées étaient présents pour découvrir le film et participer à l'échange qui a suivi. Pour lui, cette diversité constitue l'une des forces essentielles d'une manifestation cinématographique. La réaction du public permet de mesurer la capacité d'un film à créer une rencontre au-delà de son histoire particulière.

Avec Alea Jacarandas, Hassen Ferhani part donc d'une expérience profondément personnelle pour rejoindre des questions plus larges : ce que nous recevons de ceux qui nous précèdent, ce que nous conservons après leur disparition et la manière dont une ville peut devenir le support d'une mémoire. Alger n'est pas seulement le décor du film. Elle en devient l'un des personnages, traversée par les souvenirs d'un homme et par le regard de son fils.

21e ÉDITION DES RENCONTRES CINÉMATOGRAPHIQUES DE BÉJAÏA

Les RCB **renouent** avec le public béjaoui

Après une année marquée par les incertitudes, les Rencontres cinématographiques de Béjaïa ont finalement repris leurs quartiers à la Cinémathèque de la ville. La 21e édition, organisée par l'association Project'Heurts, s'est ouverte avec Alea Jacarandas de Hassen Ferhani. Pendant six jours, le rendez-vous propose au public de découvrir 32 films issus de 15 pays, dans une programmation qui met en dialogue la mémoire du cinéma et les préoccupations du présent. Il aura fallu de la persévérance pour que cette nouvelle édition puisse voir le jour. Le président des RCB, Ahcène Kraouche, n'a d'ailleurs pas caché les difficultés rencontrées au cours des derniers mois. En ouvrant la manifestation, il a parlé d'un « petit miracle », fruit, selon lui, du travail et de l'engagement d'une équipe essentiellement portée par des bénévoles. Le contexte donne à cette reprise une résonance particulière. Les RCB restent un rendez-vous suivi par un public fidèle, mais leur pérennité continue de se poser. Ahcène Kraouche a ainsi évoqué le paradoxe d'une manifestation « aimée, suivie, attendue par un public de plus en plus nombreux », tout en déplorant le manque de soutien de la part des institutions censées accompagner son développement. Malgré ces difficultés, la programmation a été

maintenue. Elle réunit sept longs métrages de fiction, six documentaires et dix-neuf courts métrages. Les films sélectionnés viennent notamment d'Algérie, de France, de Tunisie, d'Égypte, du Burkina Faso, de Palestine et du Venezuela. Cette diversité géographique accompagne le fil conducteur retenu cette année : « le cinéma d'hier pour éclairer celui d'aujourd'hui ». Ce thème permet aux organisateurs de revenir sur plusieurs périodes de l'histoire du cinéma algérien. L'âge d'or, les bouleversements liés à la décennie noire et les recherches formelles et narratives apparues par la suite constituent autant de repères pour comprendre l'évolution du septième art national. Le directeur artistique des RCB, Hakim Abdelfettah, revient sur les interrogations qui ont précédé cette édition. « Il y a eu un moment où nous nous sommes réellement demandé si cette édition allait avoir lieu », explique-t-il, reconnaissant que l'hypothèse d'un arrêt avait même été envisagée. La décision de poursuivre a finalement été prise, malgré les contraintes. Cette volonté de maintenir le festival s'accompagne également d'une démarche tournée vers les territoires de la région. Plusieurs projections sont prévues dans des villages particulièrement éprouvés par les incendies. Pour les organisateurs, il s'agit de sortir des lieux habituels de diffusion et de faire du ci-

néma un moyen de rencontre avec les populations concernées. « À notre manière, avec ce que nous savons faire, des films et des rencontres, nous avons voulu aller vers ces territoires, vers leurs habitants, et apporter un moment de partage et de solidarité », souligne Hakim Abdelfettah.

La Palestine au programme

La programmation accorde par ailleurs une place significative à la création palestinienne, avec quatre films présentés durant cette édition. Un choix qui s'inscrit dans la volonté des RCB de maintenir un espace consacré aux cinématographies qui interrogent leur époque et portent des récits souvent absents des circuits de diffusion traditionnels. Pour le directeur artistique, la vocation du festival dépasse d'ailleurs la simple projection de films. « Les RCB, ce ne sont pas seulement des chiffres ou des projections », rappelle-t-il, en insistant sur la dimension humaine de la manifestation : rencontres avec les réalisateurs, discussions avec les spectateurs, découvertes et confrontations de points de vue. Cette conception du festival explique aussi la place accordée aux échanges qui suivent les projections. Le débat, y compris lorsqu'il fait apparaître des désaccords, demeure pour les organisateurs une composante

essentielle de la vie cinématographique. Au moment d'ouvrir officiellement cette 21e édition, Ahcène Kraouche a également rendu hommage à plusieurs figures disparues au cours de l'année, parmi lesquelles Elaine Mokhtfi, Anis Djaâd et Sid Ahmed Agoumi. Puis la salle s'est plongée dans le noir. Pour inaugurer cette nouvelle édition, les RCB ont choisi Alea Jacarandas, le documentaire de 78 minutes réalisé par Hassen Ferhani autour de son père, Ameziane Ferhani. À travers les rues d'Alger et les jacarandas qui jalonnent la capitale, le cinéaste explore la relation entre un père et son fils, la transmission et la mémoire. Ce choix d'ouverture donne d'emblée le ton d'une édition qui entend faire dialoguer les œuvres d'hier avec les regards d'aujourd'hui. Durant six jours, Béjaïa accueillera ainsi réalisateurs, professionnels, passionnés et simples spectateurs autour d'une programmation qui entend préserver l'esprit des RCB : faire circuler les films, favoriser la discussion et maintenir un espace de découverte cinématographique. Vingt et une éditions après leur création, les Rencontres poursuivent donc leur chemin, avec des moyens limités mais une volonté intacte de faire du cinéma un lieu de rencontre et de débat.

Trait d'esprit

“Que chacun examine ses pensées, il les retrouvera toutes occupées au passé et à l’avenir. Nous ne pensons presque point au présent.”

Blaise Pascal

Badminton

L’Algérie en demi-finale des Championnats d’Afrique juniors au Caire

L’équipe nationale algérienne de badminton s’est qualifiée pour les demi-finales des Championnats d’Afrique juniors, en cours au Caire, après avoir battu l’Ouganda 2-0 en compétition par équipes mixtes. Placée dans le groupe A avec l’Ouganda et la Zambie, l’Algérie a validé son ticket pour le prochain tour avant d’aborder les épreuves individuelles prévues du 30 septembre au 3 octobre. La délégation algérienne, composée de 12 athlètes (6 hommes et 6 femmes), dispute ces championnats au complexe sportif couvert du stade international du Caire, avec l’ambition de ramener le plus grand nombre de médailles possible après une période de préparation dédiée. Les épreuves par équipes mixtes se déroulent du 27 au 29 septembre, avant les compétitions individuelles.

Chlef

Deux opérations de contrebande déjouées sur l’autoroute Est-Ouest

Les services des douanes, en coordination avec des éléments de l’Armée nationale populaire (ANP), ont déjoué deux opérations de contrebande sur l’autoroute Est-Ouest, dans la wilaya de Chlef. La première opération a permis la saisie de 20,45 kilogrammes de cannabis transformé, dissimulés dans le réservoir d’un véhicule. Une personne a été arrêtée. Lors d’une seconde intervention, les agents ont découvert 95 comprimés d’ecstasy cachés dans le tableau de bord d’un autre véhicule. Deux individus ont été interpellés. Ces opérations ont été menées par la brigade régionale de lutte contre la fraude et la contrebande, ainsi que par la brigade mobile de Chlef. Des procédures judiciaires ont été engagées en coordination avec les autorités compétentes.

Batna

Quatre trafiquants de psychotropes arrêtés à Marouana

Quatre individus, âgés de 32 à 38 ans, ont été interpellés lors d’une opération visant le trafic de produits pharmaceutiques détournés dans la daïra de Marouana, à Batna. La perquisition a permis la saisie de 385 gélules de prégabaline dosées à 300 mg, ainsi qu’une somme d’argent dont l’origine est soupçonnée d’être liée à des activités criminelles. Selon les services de sécurité, la plupart des suspects étaient déjà connus des services de police. L’ensemble des suspects a été présenté devant les autorités judiciaires compétentes de la région, après l’accomplissement des formalités légales.

L’équipe de football irlandaise refuse le silence

Dimanche soir, les joueurs de l’équipe nationale irlandaise ont choisi de faire du terrain un espace de mémoire et de dignité. Face à Israël en Ligue des nations, ils ont porté des brassards noirs, incliné la tête pendant l’hymne adverse, refusé de serrer les mains et décliné l’échange de drapeaux. La Fédération irlandaise avait prévenu l’UEFA. La décision a été acceptée. Le match s’est joué. L’Irlande l’a emporté trois buts à zéro. Ce n’était pas un spectacle, c’était un refus. Un refus de traiter comme ordinaires des morts qui ne le sont pas. À Gaza, depuis des mois, des familles entières disparaissent sous les décombres, des hôpitaux sont réduits à des coques vides et des enfants grandissent dans la faim et la peur. Les chiffres s’accumulent., les images aussi. Et pourtant, le monde du football, comme tant d’autres, continue souvent de faire comme si tout cela ne concernait pas le jeu. Les Irlandais ont refusé cette situation. Leur sélectionneur, Heimir Hallgrímsson, l’a dit avec clarté. Les joueurs ont porté le message, ont attiré les regards, pas seulement en Irlande mais partout. Gavin Bazunu, le gardien, a choisi de ne pas monter sur le terrain. Personne dans le groupe ne l’a jugé. Il reviendra pour le match suivant. Les autres ont joué et gagné, brassards noirs au bras, conscients de ce qu’ils représentaient. Il y avait déjà eu un précédent. L’équipe féminine irlandaise de basket avait refusé les poignées de main et les hymnes face à Israël. La mémoire collective irlandaise, forgée par son histoire de domination et de résistance, reconnaît trop bien les mécanismes qui réduisent un peuple à l’état de problème à gérer. Cette reconnaissance s’est exprimée dimanche soir de façon simple et radicale. Le geste des joueurs irlandais n’efface rien. Il ne sauve personne. Il ne met pas fin aux bombes. Mais il brise un silence confortable. Il rappelle que le sport n’est pas un sanctuaire hors du monde. Il montre que les corps qui courent sur un terrain peuvent aussi porter la mémoire de ceux qui n’ont plus de terrain où vivre. Il rappelle que refuser une poignée de main peut parfois dire plus qu’un long discours. Dans le stade de Debrecen, sous les regards, des hommes ont choisi de ne pas faire semblant. Ils ont joué. Ils ont gagné. Et surtout, ils ont refusé d’oublier.

B. B.

Le président Tebboune reçoit les anciens joueurs de l’équipe du FLN

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu hier Mohamed Maouche, président de la Fondation des anciens joueurs de l’équipe de football du Front de libération nationale (FLN), accompagné d’une délégation.



JOURNAL L'EXPRESS

Nouveau numéro de téléphone :

028 26 99 24

L'EXPRESS

Le poignard émirati dans le dos de la Palestine

Les images de Benjamin Netanyahu débarquant en catimini à Abou Dhabi, dimanche passé, disent plus long sur la nouvelle géopolitique du Golfe que tous les communiqués officiels.

Le Premier ministre israélien a passé la journée dans la capitale des Émirats arabes unis pour un tête-à-tête avec Mohammed ben Zayed, dans le plus grand secret, à bord d’avions privés, loin des caméras et des comptes rendus. Cette rencontre survient à un mois des élections israéliennes et deux jours seulement après le discours de Netanyahu à l’Assemblée générale des Nations unies à New York. Les deux dirigeants n’ont rien dévoilé du contenu de leurs discussions, mais le contexte, lui, parle de lui-même. Cette visite éclair s’inscrit dans une série de rapprochements discrets entre Israël et les Émirats, déjà observés ces derniers mois. En mai 2026, une première visite secrète de Netanyahu à Abou Dhabi avait été qualifiée de « percée historique » par son entourage, avant de provoquer une tension diplomatique lorsque les médias israéliens l’avaient révélée contre la volonté d’Abou Dhabi. La répétition de ce scénario, à quelques mois d’intervalle, montre que les deux capitales ont choisi de faire de leur alliance sécuritaire un axe structurant, loin des slogans sur la paix et la stabilité régionale. Derrière les portes closes, les sujets ne manquent pas. La rumeur persiste, depuis un article de Haaretz publié plus tôt ce mois-ci, selon lequel Mohammed ben Zayed aurait averti Netanyahu, lors d’un appel téléphonique de quarante-cinq minutes, que le Hamas préparait une opération d’envergure avant le 7 octobre 2023. Le bureau du Premier ministre israélien a démenti cette version, la qualifiant de « mensonge absolu », tandis qu’une source officielle émiratie, citée par The National, affirmait que les questions de sécurité se traitent via les canaux compétents et non au niveau des chefs d’État. Netanyahu serait justement venu demander à son hôte de démentir ces informations, selon plusieurs médias internationaux. Cette danse diplomatique entre Abou Dhabi et Jérusalem ne se résume pas à des malentendus sur des appels téléphoniques. Elle s’inscrit dans une stratégie émiratie plus large, où la cause palestinienne est devenue une variable d’ajustement au service d’intérêts nationaux et régionaux. Dès l’annonce de l’accord de normalisation de 2020, l’Autorité palestinienne avait dénoncé une « trahison de Jérusalem », d’al-Aqsa et de la cause palestinienne », tandis que la Turquie parlait d’hypocrisie et de sacrifice de la Palestine pour de nouveaux débouchés commerciaux. Les mouvements palestiniens, du Fatah au Hamas en passant par le Jihad islamique,



ont tous utilisé le mot « trahison » pour qualifier cet accord. La trahison ne se lit pas seulement dans les accords signés à Washington ou dans les poignées de main à Abou Dhabi. Elle se mesure aussi sur les terrains où les Émirats mènent, depuis des années, une politique de déstabilisation systématique. Au Soudan, les Émirats arabes unis sont accusés de soutenir financièrement et militairement les Forces de soutien rapide (RSF), la milice du général Hemedti qui s’oppose à l’armée régulière dans une guerre civile sanglante. Des rapports de think tanks allemands et d’organisations internationales pointent le rôle émirati dans l’approvisionnement en armes et en fonds de cette faction, au mépris des embargos et des appels au cessez-le-feu. Cette implication prolonge le conflit, aggrave la crise humanitaire et empêche toute transition démocratique dans un pays déjà fragilisé par des décennies de dictature. En Libye, le schéma est similaire. Les Émirats ont soutenu le maréchal Haftar et ses milices, fournissant drones, blindés et appui logistique dans une guerre par procuration contre le gouvernement reconnu par l’ONU. Cette politique a contribué à enliser le pays dans une partition de fait, à multiplier les violations des droits humains et à faire de la Libye un terrain de jeu pour les puissances régionales. Le même scénario s’est répété au Yémen, où Abou Dhabi a mené sa propre guerre dans ce pays. Ces manœuvres de déstabilisation ne sont pas des accidents de parcours. Elles relèvent d’une doctrine émiratie cohérente, fondée sur le soutien à des hommes forts, à des milices et à des réseaux sécuritaires capables de protéger les intérêts économiques et stratégiques d’Abou Dhabi, quitte à sacrifier la stabilité des États et le droit des peuples à l’autodétermination. Dans cette logique, la Palestine n’est qu’un dossier parmi d’autres, un symbole à gérer selon les

opportunités du moment. La normalisation avec Israël s’inscrit parfaitement dans cette vision. Le coût humain et politique de cette stratégie est lourd. Pour les Palestiniens, l’accord de 2020 a été vécu comme un abandon par un pays arabe qui se présentait comme un défenseur de leur cause. Pour les Soudanais, les Libyens et les Yéménites, les interventions émiraties ont signifié guerre prolongée, divisions ethniques et tribales exacerbées, et destruction des institutions étatiques. Pour la région dans son ensemble, la multiplication des alliances secrètes et des interventions par procuration a accru l’instabilité, renforcé la méfiance entre États et rendu plus difficile toute résolution politique des conflits. La visite secrète de Netanyahu à Abou Dhabi, avant-hier, vient rappeler que cette dynamique n’est pas terminée. Elle s’accélère même, à mesure que les Émirats affichent leur disposition e à s’allier avec qui sert ses intérêts, fût-ce avec l’État qu’elle était censée combattre hier. Les Palestiniens, une fois de plus, sont relégués au rang de figurants. Leur cause, brandie pendant des décennies comme un étendard de l’unité arabe, est désormais monnayée dans des salles closes, entre avions privés et protocoles secrets. Les peuples de la région, eux, paient le prix de ces calculs. Au Soudan, en Libye, au Yémen et en Palestine, ce sont des vies brisées, des familles déplacées, des générations sacrifiées sur l’autel d’une realpolitik sans scrupules. Les Émirats arabes unis, présentés comme des modernisateurs pragmatiques, apparaissent de plus en plus comme des architectes du chaos, prêts à déstabiliser leurs voisins pour asseoir leur puissance. Et l’Histoire ne leur pardonnera d’avoir troqué les causes justes et la dignité des opprimés contre des intérêts commerciaux, des contrats d’armement et des accords de sécurité.

B. B.